

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE : GUERRE AU CAPITALISME !

### EDITORIAL

■ **Début 1990**, la bourgeoisie pavoisait et nous promettait monts et merveilles :

- La crise économique pour laquelle la classe ouvrière avait payé très chèrement pendant de nombreuses années était, selon elle, définitivement jugulée. Tous les économistes, politiciens et autres menteurs de la classe dominante nous affirmaient que les nombreux sacrifices qu'avaient consentis les ouvriers avaient servi à quelque chose : on sortait du tunnel.

Mieux que ça, le capitalisme devait entrer dorénavant dans une "ère de croissance et de prospérité" et cela d'autant que certaines parties de la planète, les pays de l'Est bien sûr (que le stalinisme avait si longtemps isolés), étaient en train de s'ouvrir au commerce mondial. Et leurs besoins étaient si grands, que les perspectives ne pouvaient être que radieuses pour tout le monde.

Mais souvenons-nous aussi que les syndicats, ces saboteurs patentés du combat de classe, n'étaient pas les derniers à colporter ce mensonge. Pour continuer à encadrer et dévoyer la colère ouvrière qui s'est exprimée dans les luttes du printemps dernier, n'allaient-ils pas jusqu'à se donner le visage de la combativité et du radicalisme en se présentant comme des défenseurs acharnés d'une classe ouvrière, qui, selon eux, "devait, elle aussi, bénéficier des fruits de la croissance retrouvée" ?

- La "démocratie" bourgeoise connaissait, selon tous les commentateurs "avertis", un triomphe que nul ne pouvait contester. N'avait-on pas assisté, durant les derniers mois de 1989, à la fin irrémédiable du stalinisme (cette forme caricaturale du capitalisme d'Etat que la bourgeoisie n'a jamais cessé d'assimiler volontairement et mensongèrement au communisme) avec la chute spectaculaire du mur de Berlin ou avec la fameuse "Révolution populaire roumaine" ? Souvenons-nous des discours enflammés de tous les grands dirigeants démocrates qui voyaient "l'humanité se diriger enfin vers un avenir radieux" grâce à l'élan de tous ces peuples qui ont fait de liberté.

- Quant à la dislocation du bloc militaire oriental, n'annonçait-elle pas la fin des tensions guerrières entre l'Est et l'Ouest, et la fin des massacres que le monde n'avait cessé de vivre depuis tant de décennies ? Cette dislocation n'était-elle pas porteuse et garante d'une paix durable, voire éternelle ?

**Début 1991**, la bourgeoisie ne pavoise plus, elle ne peut plus se le permettre :

- Où est "l'ère de paix" annoncée quand les tensions dans le Golfe persique sont extrêmes et que la guerre qui est sur le point de se déclencher entre tous les gangsters impérialistes qui gouvernent, de Washington à Bagdad en passant par Paris, Londres et Moscou, va faire déferler, sur cette région du monde, la plus horrible barbarie dont la bourgeoisie est capable, avec des destructions invraisemblables et des montages de cadavres ? Où est cette "ère de paix" alors que des tensions se déclenchent dans tous les coins de la planète et qu'à l'évidence, le monde capitaliste plonge dans la guerre de tous contre tous ?

- Où est le fameux "triomphe de la démocratie" et son "irrésistible marche en avant" quand on voit tous ces pays qui se sont, en principe, libérés du totalitarisme et de l'obscurantisme, connaître, aujourd'hui, des situations de chaos et d'horreur inimaginables que les populations fuient en masse ?

- Où est la prospérité économique promise quand la récession la plus profonde qu'on ait jamais connue, déferle sur les économies des principales puissances capitalistes ? Où est "la fin des sacrifices" quand les plus grandes entreprises, quand les secteurs dits de pointe licencient en masse ? Où est "le partage de la croissance" quand la misère de la classe ouvrière s'accroît sans cesse, que ses conditions de vie deviennent encore plus insupportables et que les queues s'allongent devant les "soupes populaires" ?

Ça, c'est la réalité du capitalisme ! Et son avenir est encore plus monstrueux, que ce soit au niveau de la misère, du chaos ou de la barbarie.

Une seule classe est capable d'arrêter ce système criminel, c'est le prolétariat qui, en développant, avec acharnement, ses luttes de résistance et en déployant de plus en plus ses forces immenses, sera amené à le détruire par la révolution.

JE (15/12/90)



■ "Une ultime chance donnée à la paix". Voilà comment les médias de la bourgeoisie ont salué l'annonce par G. Bush de l'ouverture du dialogue avec l'Irak. Au lendemain de l'adoption par l'ONU d'une résolution donnant désormais le feu vert au déclenchement du massacre, cette "offre de dialogue" nous était présentée comme la preuve de la bonne volonté occidentale. A les en croire, la résolution de l'ONU elle-même n'était plus du coup une déclaration de guerre, mais une véritable promesse de paix, puisqu'elle allait permettre de faire entendre raison à Saddam Hussein sans avoir à tirer un coup de canon !

Foutaises ! La guerre est désormais imminente. Ce n'est plus qu'une question de jours. Bush a, certes, "dégainé" l'arme du dialogue. C'est bien le cas de le dire, car cette proposition n'était rien d'autre qu'un pas magistral de plus vers l'issue guerrière.

Avec les préalables mis par l'administration américaine aux rencontres Aziz-Bush et Baker-Saddam Hussein proposées, signifiaient clairement à l'Irak qu'il n'était pas question de négocier sur quoi que ce soit, de telles "discussions" ne pouvaient qu'être vouées à l'échec. Ce n'est pas par hasard si elles ont été accueillies avec un tel embarras par l'Irak et si celui-ci, le dos au mur, n'a rien pu faire d'autre que d'essayer de gagner du temps en remettant au plus tard possible la date de leur tenue, sachant très bien qu'elles ne peuvent avoir d'autre résultat que le déclenchement de la tuerie. Ces rencontres, qu'elles aient lieu ou pas (à l'heure où nous écrivons, il est de plus en plus probable qu'elles ne se tiennent pas du tout), auront rempli leur fonction, puisque leur "échec" programmé d'avance permettent désormais aux USA de passer à l'offensive en s'offrant le luxe d'en faire porter le chapeau à l'Irak.

#### TOUS UNIS, CONTRAINTS ET FORCES, DERRIERE LES USA...

En vérité, il n'a jamais été question pour les USA de remettre en cause une seule seconde la politique qui est la leur depuis le 2 août et qui vise, en infligeant une défaite militaire magistrale à l'Irak, à adresser un avertissement à tous les Etats, petits ou grands, qui s'aviseraient de suivre l'exemple de Saddam Hussein et de tenter de se dégager de la tutelle américaine pour jouer leur propre carte sur l'arène impérialiste. C'est à cette fin et à nulle autre que les USA ont eux-même déclenché cette fameuse crise du Golfe, en attirant Saddam dans le traquenard koweïtien (voir RI n°196).

Au-delà de "l'assainissement" du Moyen-Orient, l'objectif que poursuivent les USA, c'est bien de maintenir leur domination sur le monde. Face aux velléités d'indépendance de leurs anciens vassaux, qui se sont affirmées de plus en plus ouvertement à la faveur de l'effondrement du bloc de l'Est, les USA n'ont qu'une manière de le faire : par le militarisme et la guerre.

C'est cette politique que les autres puissances occidentales s'efforcent de torpiller depuis plusieurs mois. Des pays comme la France, l'Allemagne, le Japon ou même l'URSS ne peuvent fondamentalement supporter, de leur propre point de vue, que la suprématie des USA continue à s'exercer et encore moins qu'elle se renforce, car ce sont leurs propres intérêts et leurs propres terrains de manoeuvres impérialistes qui sont remis en cause. En particulier, ils n'ont aucun intérêt à voir les USA imposer leur loi au reste du monde par l'affirmation de leur superpuissance militaire. C'est bien pourquoi, ils ont, quant à eux, privilégié dans la crise du Golfe la négociation plutôt que l'option militaire, et nullement par un quelconque souci pacifiste ou humanitaire, on s'en doute. C'est bien pourquoi, ce sont ces puissances, alliées des USA contre Saddam sur le papier, qui n'ont eu de cesse depuis des mois, par leurs mar-

chandages en sous-main avec l'Irak, de mettre des bâtons dans les roues de la politique américaine.

En prenant en mains la carte "diplomatique", Bush est venu couper l'herbe sous le pied à tous ces petits trafics entre l'Irak et les "alliés" des USA. C'est un pion décisif qu'il a désormais avancé contre ces derniers qui voient ces dernières semaines leur marge de manoeuvre d'autant plus réduite. Après avoir obtenu, au prix d'une pression particulièrement appuyée et du chantage le plus cynique, la bénédiction de l'ONU au déclenchement de l'attaque militaire (1), ce dernier coup américain met désormais toutes les cartes dans les mains des USA. Il est désormais clair pour tous les autres que ce sont les USA qui font les règles du jeu dans la guerre qui se prépare, sur le terrain militaire bien sûr mais aussi sur le terrain diplomatique. Ainsi, toute tractation, discussion ou autres contacts entre l'Irak et la "communauté internationale" ne peuvent passer que par Washington. Dans ces nouvelles règles du jeu, les Européens n'ont même pas à espérer un strapontin. Il est d'ailleurs significatif que, depuis l'initiative diplomatique de Bush, les feux de l'actualité, en ce qui concerne les tensions dans le Golfe, se sont tournés exclusivement vers Washington et son "dialogue" avec Bagdad. Souvenons-nous que, quelques semaines auparavant, par contre, la politique de Washington avait été délaissée au profit des "initiatives" européennes.

(SUITE PAGE 2)

### SOMMAIRE

#### CONFLITS IMPERIALISTES

- . Tchad : l'hypocrisie de l'impérialisme français ..... p.2
- . Gallo et Cheysson vendent la mèche ..... p.2

#### SITUATION INTERNATIONALE

- . Allemagne unifiée ..... p.3
- . Pologne : Walesa président ..... p.4
- . Le PCF et Walesa ..... p.4
- . Le rôle anti-ouvrier de la LCR ..... p.4
- . Grève générale en Bulgarie ..... p.4
- . Les ouvriers d'Europe de l'Ouest à l'avant-garde du prolétariat mondial ..... p.5
- . Brèves : Albanie, Maroc ..... p.5

#### SITUATION EN FRANCE

- . La classe ouvrière paie la note de la récession ..... p.6

NI DROIT DES NATIONS, NI DROIT DES PEUPLES :  
**INTERNATIONALISME  
PROLETARIEN !**

(PAGE 7)

TCHAD :

# L'HYPOCRISIE CRIMINELLE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

■ Plus de 3 000 morts, des centaines de blessés, selon les chiffres officiels. La violence des combats meurtriers qui ont opposé Hissène Habré et Idriss Déby dans leur lutte sanglante pour le pouvoir en novembre a encore frappé les populations du Tchad, et pas seulement les soldats qui se sont affrontés. En cette occasion, la bourgeoisie française a donné toute la mesure de son hypocrisie : "Notre armée intervient pour défendre l'intégrité des Etats, pas pour soutenir des gouvernements." a pu ainsi déclarer Chevènement aux glapissements d'Hissène Habré, criant à la "trahison" de la France. La "France socialiste" qui, depuis 1982, a soutenu plus qu'activement Hissène Habré contre la menace libyenne pour la défense des intérêts US, après d'ailleurs avoir soutenu Goukouni Oueddei et traité Habré d'assassin et de pillard à l'époque de l'enlèvement de Mme Claustre et des tortures de militaires français par celui-ci, nous a donc fait le coup de la sainte nitouche face à un nid de serpents.

L'impérialisme français, qui depuis des décennies, n'a cessé d'envoyer ses troupes pour mettre de l'ordre à coups de canons dans les affaires tchadiennes, intervenant pour installer au pouvoir tel ou tel homme de paille du bloc US, voudrait nous faire croire aujourd'hui à une volonté de rester "neutre", qualifiant à l'occasion le conflit de "tchado-tchadien". "Pour que Paris sorte de sa réserve, il aurait fallu que le Tchad ait été victime, selon M. Chevènement, d'une agression caractérisée." ("Le Monde" du 2-3/12/1990.) Encore un mensonge énorme ! Alors que Déby est armé par la Libye, alors que celle-ci le soutient ouvertement depuis avril 1989, date à laquelle il a fui N'Djamena pour éviter d'être exécuté par Habré, alors que c'est la Libye qui a reconstitué son armée en totalité, et qu'il s'est empressé de libérer les prisonniers libyens et de déclarer "sans fondement" le "différend" au sujet de la bande d'Aouzou - à l'origine des multiples interventions françaises et de la mise en place du fameux dispositif "Manta" en 1986.

Alors pourquoi ces mensonges éhontés de la France sur sa "neutralité" concernant le "conflit tchado-tchadien" ? Cette attitude de l'impérialisme français prend sa source dans les tensions grandissantes entre l'impérialisme US et l'ensemble des pays de l'ancien bloc de l'Ouest, et en particulier la France, dans le combat impérialiste qui tend à devenir de plus en plus ouvert entre les grandes puissances et les Etats-Unis. Ainsi, hier, la France soutenait Habré contre la Libye

et pour le compte du bloc US, aujourd'hui, elle cherche à défendre ses intérêts impérialistes particuliers, contre les intérêts américains vers lesquels Habré se tournait de plus en plus ouvertement au détriment de la France.

Malgré les injonctions de James Baker pour que Paris joue son rôle de "gendarme" et intervienne pour soutenir Hissène Habré, l'opération "Epervier", prétextant de protéger les 1 100 ressortissants français, constituait en réalité un appui logistique à Idriss Déby, dans sa prise de pouvoir de l'Etat tchadien, un appui "neutre" mais efficace. En effet, la présence des 1 800 hommes, hyper-entraînés, dotés d'un matériel de guerre sophistiqué, dont 1 500 dans la capitale même, protégeant entre autres de leur surveillance bienveillante l'homme de main d'Idriss Déby au pouvoir avant son arrivée, a clairement montré vers qui allait la "neutralité" française. Ce petit jeu de la France a constitué en fait une riposte à l'impérialisme US dont la présence au Tchad devient de plus en plus lourde. En témoignent les 600 à 700 soldats libyens "retournés" par les USA, entraînés par des conseillers militaires américains depuis cinq ans, afin de mener des opérations commando en Libye, soldats carrément embarqués par les américains, à N'Djaména même, au lendemain de la prise de pouvoir par Déby et sous le nez des Libyens invités par le nouveau chef d'Etat à venir les "récupérer". Autrement dit, les Etats-Unis sont bel et bien présents, et ont largement manifesté leur présence.

Depuis le début de la guerre du Golfe, les tortillements de l'impérialisme français, ses réticences à suivre la politique américaine se sont largement exprimées, à l'instar des autres pays européens. Les événements du Tchad montrent que cette tendance prend une ampleur grandissante, même si pour l'instant les USA ont tapé du poing sur la table et ont remis la France dans le "droit chemin" par rapport au Golfe (cf. article p. 1).

Ces événements sont ainsi une illustration supplémentaire de la tendance au chacun pour soi et à la guerre de tous contre tous qui s'affirme notamment à travers les réticences et les désaccords exprimés de plus en plus à l'égard des tensions insolubles annonciatrices d'affrontements impérialistes exacerbés, avec à la clef toujours plus de guerres et de destructions.

PPR

INTERETS FRANÇAIS :

## GALLO ET CHEYSSON VENDENT LA MECHE

■ Le 3 décembre dernier éclatait un petit scandale au sein du PS qui allait provoquer un certain remue-ménage dans l'appareil du parti. Ce jour-là, veille de la 91ème manifestation pacifiste à Paris animée par les troupes du PC et de la CGT, suivies comme leur ombre par les trotskistes de la LCR, circulait en haut lieu un appel réclamant du gouvernement "le retrait des troupes françaises envoyées dans le Golfe" ainsi que l'"ouverture immédiate, sous l'égide de l'ONU, d'une négociation internationale pour le règlement global du problème du Moyen-Orient". Ce texte, lui-même rédigé par deux "fous du roi", "enfants terribles" du mitterrandisme : l'avocate féministe Gisèle Halimi et l'ex-éditorialiste du "Figaro", aujourd'hui converti au culte présidentiel, Dominique Jamet, recueillait la signature d'une trentaine de personnalités allant de Mgr Gaillot aux "contestataires" du PC, Fiterman et Le Pors, et du chanteur Renaud à l'écologiste Waechter en passant par un théoricien de la Nouvelle Droite. Mais figurait aussi dans la liste des pétitionnaires deux "responsables" du Parti socialiste, de surcroît honorables députés au Parlement européen. Et non des moindres ! A commencer par le président en personne du groupe socialiste français à cette assemblée, Claude Cheysson, également connu comme ancien chef de la diplomatie française et qui s'est encore récemment signalé comme émissaire du gouvernement français dans les tractations directes de celui-ci avec l'Irak. Quant au second dignitaire concerné, Max Gallo, ancien porte-parole du gouvernement, il est surtout signalé pour être un des proches du ministre de la Défense, Chevènement qui, précisément, dirige les "troupes françaises expédiées dans le Golfe" !

Ces prises de position en apparence contradictoires avec l'engagement militaire de la bourgeoisie française dans le Golfe ne pouvaient que susciter stupeur et émoi au sein du

PS. La réaction ne s'est pas fait attendre : le tandem Gallo-Cheysson est aussitôt convoqué par le numéro un du parti de la rue de Solferino, Mauroy. Cheysson est notamment sommé de se rétracter sous peine de perdre son poste. S'ensuivent des explications publiques confuses où, après qu'il eut nié avoir signé l'appel, Cheysson l'avoue tout en déclarant "désapprouver la demande de retrait des troupes françaises", qui constituait pourtant l'essentiel de la résolution paraphée...

Faut-il voir dans ces faits de sérieuses divergences en train de se faire jour au sein du PS, qui menaceraient l'unité de ce parti ?

Nullement ! Pour l'essentiel, tout cela n'est que du spectacle ! Même si beaucoup peuvent juger déplacées et intempestives de telles déclarations au moment où le gouvernement français est contraint de doubler ses effectifs dans le Golfe.

Sur le fond, il n'y a aucun désaccord, aucune divergence en voie de s'affirmer à l'intérieur du PS comme dans le gouvernement ; Gallo et Cheysson n'ont fait que dévoiler et exprimer à voix haute dans quel sens va le gouvernement français, comme l'ensemble de la bourgeoisie nationale : l'affirmation d'intérêts antagoniques à la politique américaine. C'est depuis des mois que la bourgeoisie exprime non seulement ses réticences à s'agenouiller trop vite mais s'efforce encore de torpiller le plus possible la solution militaire imposée par les Etats-Unis (voir ici même page 1 et, dans "RI" n° 196, l'article intitulé "La guerre de tous contre tous").

Il n'y a pas de fumée sans feu. C'est parce que le gouvernement a allumé la mèche que des Cheysson ou des Gallo peuvent la vendre aujourd'hui.

YD

## LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE

(SUITE DE LA PAGE 1)

Même Saddam Hussein, qui avait depuis le mois d'août exploité les tensions entre les "grands et qui avait tout à gagner à ce que les "alliés" des USA monopolisent le terrain diplomatique, a compris que le vent avait tourné. Aujourd'hui il n'a comme seul interlocuteur possible que Bush et cela qu'il le veuille ou non. Il a bien tenté de retarder encore un peu l'échéance, il a bien cherché à brouiller une nouvelle fois les pistes en jetant sa dernière carte : la libération de tous les otages, sa manœuvre était désespérée et vouée à l'échec. Washington l'a traitée par le mépris, quant aux autres ils n'ont aujourd'hui pas les moyens de saisir cette perche qu'il leur a tendue.

En effet, les Européens n'ont même plus de marge de manœuvre pour traîner les pieds, maintenant que les USA ont toutes les cartes en mains, maintenant qu'ils ont fixé toutes les échéances jusqu'à celle du déclenchement de la guerre. Dumas peut bien lancer l'idée d'aller lui aussi faire un tour à Bagdad, son initiative est restée sans écho et ce n'est pas un hasard. Quand Bonn et Tokyo lambinent pour passer à la caisse, ils se font aussitôt remonter les bretelles par Washington. Ils ont bien tenté aussi de contourner le verrouillage des négociations par les USA, en manigancant à l'ONU pour obtenir une "conférence globale sur le Moyen-Orient" à la faveur des discussions sur la question palestinienne, ils ont essuyé le même échec face aux manœuvres des USA qui font remettre de jour en jour le vote sur une telle proposition. Contraints et forcés, tous sont obligés de se soumettre à la décision américaine de déclencher désormais l'offensive militaire contre l'Irak. Et la France, piteusement, n'a plus qu'à s'aligner en doublant à son tour, après les USA et la Grande-Bretagne, ses effectifs militaires et ses armements sur le terrain, afin qu'ils soient prêts à entrer en action début janvier, sous le commandement militaire américain.

Mais, comme nous l'écrivions dans notre précédent numéro : "même si, dans le règlement de la crise du Golfe, la politique de la trique menée par les USA à l'égard des alliés porte ses fruits de façon immédiate, les tensions qui se sont révélées ces dernières semaines entre les principaux Etats impérialistes ne vont ni s'atténuer, ni encore moins disparaître avec le déclenchement prochain de la barbarie guerrière contre l'Irak. Au contraire. Les antagonismes d'intérêts impérialistes sont appelés à se développer encore beaucoup plus fortement avec l'aggravation catastrophique de la crise économique mondiale où la concurrence entre les différents Etats capitalistes va tendre de plus en plus à se déchaîner sur le terrain des affrontements militaires, obligeant les USA à affirmer toujours plus leur rôle de gendarme du monde face aux tendances au "chacun pour soi"."

...POUR DECHAINER LA PLUS HORRIBLE BARBARIE DANS LE GOLFE

Aujourd'hui toute la bourgeoisie occidentale, derrière les USA, va déchaîner la guerre. Elle a beau chercher à se donner le beau rôle en se présentant comme "le défenseur du droit international" contre "les actes criminels de Saddam Hussein", elle a beau se donner le visage de la "raison" face aux provocations du "fou de Bagdad", elle a beau prétendre avoir tout fait pour préserver la paix face au belliqueux "Hitler du Moyen-Orient", tout cela ne lui sert que de justification pour préparer et perpétuer ses exactions meurtrières. La seule réalité que la classe ouvrière doit retenir, c'est que la région du Golfe va être le théâtre d'un déchaînement inégalé de la barbarie, où vont entrer en action la quantité effrayante d'armes que la bourgeoisie y a concentrée, toutes plus sophistiquées et efficaces les unes que les autres, et des troupes aguerries qu'elle a eu le temps d'entraîner depuis des mois sur le terrain même. La seule chose que la classe ouvrière doit regarder en face, c'est que cette région va être mise à feu et à sang, que ce sont des dizaines de milliers de cadavres, militaires et civils, qui vont s'amonceler, que des villes, des régions entières risquent d'être rasées, balayées de la carte, que ce sont des centaines de milliers de leur frères de classe qui vont tomber, victimes de ce bain de sang.

Voilà le vrai visage du capitalisme, éclatant dans toute sa monstrueuse laideur, voilà la réalité d'un système qui pourrait sur pied en semant partout la mort. Voilà tout ce qu'il peut offrir à l'humanité : une barbarie de plus en plus généralisée.

Le capitalisme c'est la guerre. La classe ouvrière n'a d'autre choix que de faire la guerre au capitalisme.

PJ (15/12/90)

(1) L'abstention de la Chine lui a été grassement payée par l'absolution pour les massacres de Tien-An-Men et le soutien de l'URSS par un chèque convaincant face à la catastrophe économique où elle se trouve.

## APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants, qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers, nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Courant Communiste International  
**Revue Internationale 64**  
 1er trimestre 1991 15 ff / 75 fb

Editorial  
 FACE A LA SPIRALE DE LA BARBARIE GUERRIERE,  
 UNE SEULE SOLUTION :  
 DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE

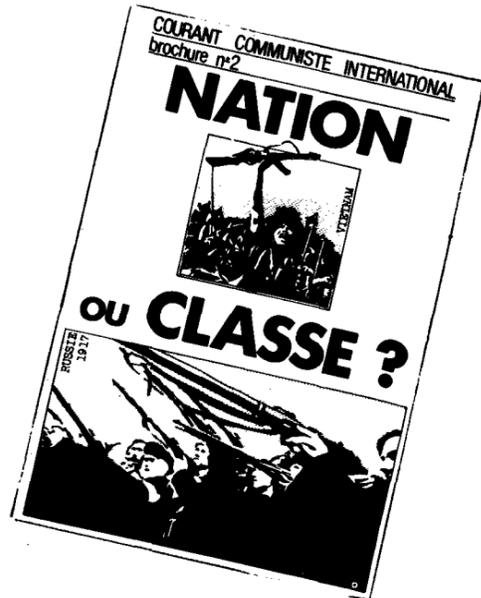
Crise économique  
 L'ECONOMIE MONDIALE AU BORD DU GOUFFRE

Texte d'orientation  
 MILITARISME ET DECOMPOSITION

Polémiques  
 LE MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN  
 FACE A LA GUERRE DU GOLFE

"EMANCIPACION OBRERA" A LA DERIVE

POLEMIQUE AVEC "BATTAGLIA COMUNISTA" :  
 F. RAPPORT FRACTION-PARTI DANS LA TRADITION MARXISTE (III)



# ENCORE PLUS DE MISERE ET D'AUSTERITE

■ Un an après la chute du mur de Berlin, l'ambiance n'est plus, en Allemagne, à la "liesse populaire". Aux temps joyeux des jets de cotillons et de confettis succèdent ceux des affres pour régler l'addition de l'unité. Eh oui ! le coût de l'unification s'avère être, chaque jour un peu plus, une entreprise financière comparable à un puits, un puits sans fond. La bourgeoisie allemande elle-même est incapable d'en évaluer la profondeur car, comme le reconnaît le porte-parole du ministre des Finances : "Nous-mêmes n'avons aucune idée du prix de l'unification (...) Actuellement, le gouvernement de Bonn part sur une base de 70 à 80 milliards de marks par an pour remettre l'Allemagne de l'Est en forme. Sans aucune certitude." ("Libération" du 30-11-90.)

## LA "FETE" EST FINIE POUR LE CAPITAL ALLEMAND

Mais, objectera-t-on, ce qui apparaît aujourd'hui comme un véritable tonneau des Danaïdes ne manquera certainement pas, à l'avenir, d'être épongé par la légendaire solidité du capital teuton.

Il n'en est rien, c'est l'ensemble du prolétariat allemand qui va être précipité dans ce gouffre, c'est lui qui va souffrir dans sa chair le prix fort à payer pour cette unification aux terribles conséquences économiques et sociales. Pourquoi ? Parce que, si compétitive soit-elle, l'économie allemande n'a pas échappé aux vingt années de la crise qui rongé le système capitaliste tout entier. Le marché mondial, aujourd'hui plus que jamais, croule sous la surproduction généralisée. En conséquence le peu d'entreprises compétitives présentes à l'est de l'Elbe (si peu nombreuses, en vérité, qu'elles peuvent se compter sur les doigts d'une main) ne pourra se maintenir qu'au prix d'investissements gloutons, de licenciements massifs et d'infénales augmentations de cadences. Encore s'agirait-il "simplement" d'une douloureuse épreuve à passer (la "transition vers l'économie de marché", comme se plaisent à la nommer nos chers économistes bourgeois) si seulement s'ouvrait au capital allemand, et au capitalisme mondial dans son ensemble, une perspective de croissance, bref des marchés. Or c'est tout le contraire qui se profile, et ce au pas cadencé : la nouvelle récession qui frappe au coeur même des pays industrialisés affecte déjà, et continuera d'affecter, au premier plan l'économie allemande car, sur cette peau de chagrin qu'est le marché mondial aujourd'hui, les truands capitalistes sont à couteaux tirés ! "Déjà, la baisse du dollar entraîne de 1,50 mark entraîne un recul accéléré des exportations allemandes outre-Atlantique. (...) Les trois géants de la chimie allemande : Hoechst, BASF et Bayer, ont tous annoncé

des résultats en baisse pour cette année. (...) Mais le principal risque, ici, concerne la pénétration des Américains et des Japonais sur les marchés européens, traditionnellement chasse gardée des Allemands." ("Le Monde", 30-11-90.)

Ainsi, étant donné le contexte international, l'intégration de la RDA va se faire à fonds perdus et au détriment, qui plus est, de la compétitivité du capital ouest-allemand. Les milliards de marks accumulés au cours des années 80 vont donc être dilapidés, et il n'y a aucune perspective d'amélioration durable pour l'ancien bastion stalinien, dans la mesure où l'ancienne RFA, pourtant très performante, connaît déjà une situation délicate.

## L'ADDITION EST POUR LA CLASSE OUVRIERE, QUI EST CONTRAINTE DE RIPOSTER

En dernière analyse, cela signifie que le prolétariat allemand va en prendre plein la gueule, et au premier plan, bien entendu, les ouvriers de l'Est.

Officiellement, il y a d'ores et déjà 1,7 million de chômeurs dans l'ancienne RDA, mais l'Etat annonce dans les six prochains mois, accrochez-vous, 4 millions de chômeurs supplémentaires ! Ainsi, le chômage pourrait bien frôler la barre des 6 millions sur une population qui comptait environ 17 millions d'habitants. Pour exemple, 68 000 employés de la Reichsbahn (chemins de fer de l'Est) vont être licenciés sur un effectif total de 250 000. En la circonstance, il ne s'agit plus de charrettes de licenciements, mais de wagons entiers ! En ce qui concerne les ouvriers qui travaillent encore du côté est, à travail égal, ceux-ci perçoivent, dans le meilleur des cas, 50% du salaire de ceux de l'Ouest. Cependant, de jour en jour, les prix des biens de consommation, des loyers, tendent à s'aligner.

Toutefois, une question demeure : la bourgeoisie allemande ne peut-elle pas laisser aller à vau-l'eau l'ancienne RDA et par là-même ne pas être forcée d'engloutir ces sommes astronomiques qui la pénalisent gravement ? Impossible. Si un minimum n'est pas entrepris, le flot des Allemands migrants ne sera pas contenu. "Selon les estimations, le nombre de migrants quittant l'Est pour s'installer à l'Ouest pourrait grimper de 100 000 à 300 000 en 1991." ("Libération", 26-11-90.) Aussi, la faillite de l'Etat patron stalinien est-elle obligée-t-elle le "repeneur" ouest-allemand, qui n'a pas le choix, à pressurer un maximum sa propre classe ouvrière. Alors que jusqu'à présent, le chancelier Kohl "promettait" qu'il n'y aurait pas d'augmentations d'impôts, les masques sont désormais tombés. Kohl envisage d'élever les recettes de

l'Etat au moyen de taxes spécifiques : taxe anti-pollution, vignette pour l'utilisation des autoroutes jusqu'ici gratuites, contribution des fonctionnaires aux assurances chômage égale à environ 1% de leur revenu, et probablement un relèvement du taux normal de TVA qui passerait de 14 à 16%. Comme le reconnaît Kohl : "Pour le citoyen, la différence entre une taxe et un impôt n'est pas pertinente, il doit payer avec la même porte-monnaie."

La classe ouvrière ouest-allemande va donc elle aussi payer le prix fort. De plus, ces nouvelles mesures draconniennes s'ajoutent à un chômage déjà non négligeable, des cadences incroyables dans les bagnes industriels, le tout dans un contexte de crise du logement inégalée depuis la guerre. Ce dernier aspect de la situation va d'ailleurs prendre des dimensions réellement dramatiques, en raison de l'afflux massif des migrants venant de l'Est. Déjà, des émeutes ont éclaté récemment à Berlin, dans le quartier de Kreuzberg à ce propos, et ce n'est qu'un début ! Enfin, il est clair que l'ensemble des salaires va être tiré vers le bas, les ouvriers est-allemands étant plus enclins que ceux de l'Ouest à toucher un salaire inférieur à travail égal.

Mais face à ces attaques inouïes, la classe ne reste pas sans réagir. Le 26 novembre, les cheminots de la Reichsbahn, cités plus haut, déclenchaient la première grève massive de l'ex-RDA. Leurs revendications portaient essentiellement sur le retrait du projet de licenciements et sur une majoration de leurs salaires (être payés au moins l'équivalent de 50% du salaire des cheminots de l'Ouest). Mais force est de constater que cette lutte a été totalement contrôlée par les syndicats. Grandes, en effet, sont les illusions des prolétaires est-allemands sur la possibilité de pouvoir mener une grève à la victoire avec l'aide des syndicats libres. En conséquence, cette grève a été stoppée, et les "négociations" reprendront à partir de janvier 1991. En clair, les attaques passeront !

Toutefois, l'épicentre du prolétariat allemand ne se trouve pas à l'est mais à l'ouest. Les bataillons les plus concentrés, les plus conscients sont à Hambourg, autour de Stuttgart, Munich et surtout dans le bassin de la Ruhr.

Ainsi, s'il est vrai aujourd'hui que l'unification agit momentanément comme un facteur de division, fondamentalement, la situation économique et ses perspectives vont tendre à homogénéiser, à terme, les conditions de riposte de la classe. C'est un gage pour l'avenir.

La capacité du prolétariat mondial à mettre un terme à la sauvagerie capitaliste dépendra dans une large mesure de la force qu'aura le géant prolétarien allemand de résister aux attaques, de prendre conscience des enjeux historiques actuels, de ne pas se laisser anéantir par le chaos qui se développe.

Greg

## AIDE ALIMENTAIRE A L'URSS :

# UNE TENTATIVE DESESPEREE POUR LIMITER LE CHAOS

■ "Ces trois dernières années, nous avons été sauvés par des hi-vers éléments mais, maintenant, nous ne misons plus que sur Dieu". Voilà en quelques mots, comment le ministre de l'électricité de Gorbatchev, récemment, ne pouvait s'empêcher de dévoiler son sentiment de panique face à la situation dramatique dans laquelle est plongée la population de son pays, et surtout face à l'incapacité totale de l'Etat bourgeois, dont il est le représentant, d'y apporter la moindre réponse.

Et l'hiver actuel n'est pas seulement désastreux parce qu'il fait froid et que la pénurie d'électricité ne peut même pas assurer un minimum de chauffage dans les foyers, mais surtout parce que l'immense majorité des "soviétiques" est soumise à la disette et au rationnement de toutes les denrées de première nécessité. Le stade où la pénurie touchait certaines denrées aussi importantes et nécessaires soient-elles, les unes après les autres, est actuellement largement dépassé : c'est le minimum vital qui fait défaut à des millions de familles ouvrières.

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement dans les régions reculées ou dans les villes de moindre importance que s'abat ce cataclysme, c'est à Moscou, à Léninegrad.

Au chaos général que connaît cet ex-grand Etat capitaliste depuis un an, chaque jour un peu plus, et qui le gangrène, s'ajoute pour sa population une misère effroyable et des conditions de vie dignes de celles déjà connues pendant la seconde guerre mondiale.

Aux appels de détresse lancés, ces dernières semaines, par Moscou, les grandes capitales occidentales semblent répondre par une mobilisation spectaculaire et charitable. La CEE vient juste de voter un "plan de sauvetage d'urgence" mettant en place une aide alimentaire de deux milliards de dollars avant la fin de l'hiver. Du Canada à la Finlande en passant par le Japon, les aides arrivent de toutes parts, jusqu'à Bush, le "brave homme", qui est prêt à passer outre l'amendement Jackson-Vanik (cet amendement avait été voté soi-disant dans un souci humanitaire par le congrès américain, il y a quelques années, interdisant l'octroi de crédits à l'URSS tant que celle-ci n'avait pas adopté une politique libérale en matière d'émigration) pour voler "au secours des populations affamées".

Mais la médaille d'or revient sans conteste à l'Etat allemand, qui a initié le "mouvement de solidarité" et qui, depuis plus d'un mois, a organisé et mis en scène un gigantesque spectacle permanent. Qu'on en juge ! Pour "une oeuvre de l'amour du prochain" (c'est le chancelier allemand qui le dit), toutes les fractions de la bourgeoisie se sont mobilisées pour faire des appels aux dons, de Kohl à Brandt en passant par Genscher sans oublier les gouvernements des Länder, les associations caritatives et même la presse (le journal Bild, connu pour son anti-communisme acharné, s'est même permis d'orchestrer sa propre campagne qu'il a, sans vergogne, nommée "un coeur pour la Russie").

A cet immense "Téléthon", le gouvernement fédéral a ajouté, en plus des 18 milliards de DM déjà alloués à l'URSS, un "cadeau royal" de plus d'un milliard de DM en faisant don des réserves alimentaires aujourd'hui inutiles, stockées à Berlin depuis le blocus de la ville en 1948. Même l'armée allemande s'y est mis : toutes les provisions de guerre dont

elle n'a plus besoin (6 millions de rations alimentaires), elle va les envoyer à Moscou. Dans leur grande bonté, les dirigeants allemands vont jusqu'à proposer d'acheminer gratuitement tout cela, par tous les moyens de terre, air, mer et même "piloteur", comme ils disent, la distribution directe aux populations pour éviter les détournements vers le marché noir.

Pourquoi une telle générosité de la part de la bourgeoisie occidentale et en particulier de la part de la bourgeoisie allemande aujourd'hui ? Est-ce que cette classe qui est "née dans la boue et dans le sang", qui ne vit que par l'exploitation, la misère et la barbarie qu'elle répand sur toute la planète, aurait changé brusquement de nature ? Est-ce qu'elle serait soudainement devenue sensible au sort des millions de prolétaires d'URSS ? Sûrement pas !

La seule raison de ce "changement" d'attitude, c'est le ministre des affaires étrangères d'Allemagne, Hans Dietrich Genscher lui-même, qui l'avoue : "L'aide à l'Union soviétique n'est pas seulement une question d'humanité, de solidarité et de bon exemple. Elle sert aussi la stabilité de l'Europe." Et si on n'était pas encore convaincu, le doute n'est plus permis quand on écoute le président de la fédération internationale des producteurs agricoles (la FIPA, principale organisation mondiale dans ce secteur) H. Kjeldsen : "Mieux vaut envoyer des vivres en URSS que de devoir recevoir un afflux de réfugiés de ce pays".

Oui, la bourgeoisie, et en particulier la bourgeoisie allemande, est aujourd'hui plus que préoccupée par l'afflux actuel des réfugiés de l'Est. Mais c'est une véritable angoisse qui la prend quand elle se rend compte qu'avec la dégradation catastrophique de la situation en URSS c'est à un déferlement incontrôlable des populations qu'elle risque d'avoir affaire. "Nous espérons que l'Allemagne et l'Europe toute entière fourniront une aide suffisante pour que ces gens puissent rester chez eux." confiait récemment avec angoisse un haut fonctionnaire allemand.

Malgré la récession gravissime qui commence à toucher de plein fouet les économies des grandes puissances occidentales d'Europe, celles-ci restent très attractives, surtout l'Allemagne, pour les populations miséreuses et affamées des pays de l'Est et en particulier aujourd'hui celles d'URSS. Et tous les efforts politiques et financiers (ceux-ci ne peuvent que se réduire avec l'accélération actuelle de la crise économique) ne pourront empêcher que des millions de personnes cherchent à fuir le chaos souvent sanglant et l'extrême misère qui se développent dans cette partie du monde.

Cette situation n'est que la réalité profonde, flagrante aujourd'hui, d'un système, le capitalisme, qui pourrit sur pied. Et cette décomposition générale est en train de le gagner jusque dans son coeur, jusque dans ses bastions les plus solides. L'angoisse actuelle des bourgeoisies les plus fortes est celle des fractions de la classe dominante qui tentent désespérément de ralentir ce processus inéluctable. Cette classe et son système sont maintenant plus que jamais condamnés par l'histoire et c'est à la classe ouvrière que revient la responsabilité d'appliquer la sentence en les détruisant avant qu'il ne soit trop tard.

## ELECTIONS La bourgeoisie s'arme pour affronter le danger prolétarien

■ Avec les premières élections de l'Allemagne "unifiée", la classe bourgeoise de cet Etat vient de se donner l'organisation politique la mieux adaptée pour faire face aux nouvelles exigences de la situation.

Une des tâches essentielles de la bourgeoisie allemande est maintenant de faire payer à la classe ouvrière les frais de la "réunification" - qui plus est, dans un contexte de récession de l'économie mondiale - et de tenter de lui faire accepter une mobilisation guerrière dans le conflit du Golfe ou ceux en perspective (cf. articles dans ce journal). Quelles fractions de la bourgeoisie allemande sont les plus aptes à imposer avec toute la rigueur et la "poigne" nécessaires ces mesures anti-ouvrières d'une ampleur sans précédent depuis la seconde guerre mondiale ? Il est évident que ce sont les deux principales fractions de droite, celles de Kohl et de Genscher. Largement majoritaires au gouvernement, elles ont en effet montré tout au long de ces derniers mois leur capacité à défendre les intérêts du capital en prenant les mesures les plus adéquates pour décider et accélérer le processus d'unification de l'Allemagne.

Mais la bourgeoisie ne pouvait totalement avoir les mains libres pour adopter le langage des sacrifices nécessaires au niveau économique et guerrier face à une classe ouvrière combative et non soumise idéologiquement que si elle disposait dans l'opposition d'une force de gauche suffisamment forte pour saboter de l'intérieur les inévitables conflits de classe à venir. L'affaiblissement présent dans le Parlement du parti socialiste (SPD) fait partie de ce dispositif savamment orchestré par la bourgeoisie allemande pour se préparer dans les meilleurs conditions à affronter son plus grand ennemi, la classe ouvrière. Le discours "critique" et "réaliste" du SPD sur les coûts de l'unification allemande a permis à celui-ci de reprendre, avec les syndicats, une place de premier rang dans l'opposition aux forces gouvernementales.

Quant au rejet du Parlement de la fraction oppositionnelle des Verts, là encore ce n'est pas à une défaite des fractions de gauche à laquelle on assiste, mais au contraire à une meilleure adaptation de celles-ci. Ayant aujourd'hui des chats autrement plus urgents à fouetter que les problèmes écologiques, la bourgeoisie d'outre-Rhin n'a point besoin des amis de Cohn-Bendit dans le Reichstag mais en dehors. Là, les Verts vont pouvoir enfin retrouver un langage beaucoup plus radical et de ce fait beaucoup plus dangereux pour la classe ouvrière. C'est notamment sur le terrain du pacifisme que leur fraction va servir le mieux les intérêts de la bourgeoisie en ramenant notamment les ouvriers hostiles à la guerre derrière l'illusion d'un capitalisme sans guerre.

Afin de faire aujourd'hui passer ses brutales mesures contre les intérêts ouvriers, la bourgeoisie allemande, tout comme sa consœur britannique, vient une nouvelle fois de démontrer son art à faire sortir des urnes la configuration politique qui lui convient le mieux. Le résultat de ces élections confirme en tout cas que le terrain du parlementarisme, celui de la démocratie, n'est pas celui de la classe ouvrière. Il appartient à l'Etat bourgeois, qui se sert du suffrage universel pour défendre ses intérêts contre son ennemi mortel, le prolétariat.

LA

WALESA PRESIDENT

L'APOGEE D'UNE CARRIERE ANTI-OUVRIERE

■ Il y a dix ans, la classe ouvrière en Pologne se manifestait massivement sur son terrain de classe en développant un des combats les plus gigantesques qu'ait mené le prolétariat mondial depuis les années 20. Aujourd'hui, celui qui était présenté comme le porte-parole de la lutte se retrouve à la tête de l'Etat. L'élection de Walesa à la présidence de la nouvelle république polonaise est-elle une victoire pour la classe ouvrière? Certainement pas. Cet événement marque, au contraire, le couronnement de la défaite qu'a subie le prolétariat avec la création du syndicat Solidarnosc en août 1980.

WALESA PARACHEVE SA CARRIERE DE SERVITEUR DU CAPITAL

L'ascension du "petit électricien de Gdansk", qui, après avoir obtenu le prix Nobel de la paix en 1983, vient de gagner l'élection présidentielle, n'est en rien le simple produit de l'arrivisme d'un individu particulièrement assoiffé de pouvoir, comme le prétendent certains médias bourgeois. En réalité, il n'existe aucune différence de nature entre le dirigeant syndical d'hier et celui que la jeune démocratie polonaise vient de propulser à la tête de l'Etat. Une telle ascension ne fait que parachèver toute une carrière de serviteur zélé du capitalisme. Elle révèle ce qu'est le syndicalisme : un rouage de l'Etat bourgeois dont la seule fonction réside dans la défense des intérêts du capitalisme à travers le sabotage systématique des luttes ouvrières. En particulier, c'est grâce à Solidarnosc et à Walesa qu'a été dévoyée et paralysée, à la fin de l'année 1980 et en 1981, la formidable combativité ouvrière qui s'était développée en août 1980. Avec le soutien direct des autorités officielles (qui ont même mis un hélicoptère à sa disposition), Walesa a parcouru la Pologne dans tous les sens pendant des mois afin d'éteindre tous les foyers de luttes ouvrières. Et c'est bien grâce à ce travail de démolition des ouvriers que Jaruzelski a eu les mains libres pour déchaîner la répression en décembre 1981. De même, au printemps et durant l'été 1988, face à la forte poussée des luttes, c'est à nouveau Walesa et Solidarnosc (qui était officiellement interdit) qui ont réussi à saboter le mouvement et à le canaliser vers le soutien à la "table ronde" d'où allait sortir, suite aux élections de l'été 1989, le gouvernement Mazowiecki. Ainsi, pendant dix ans, Solidarnosc et son "pompier volant" Walesa se sont particulièrement distingués par leurs bons et loyaux services rendus au capital national. Il est normal que pour son dévouement aux intérêts bourgeois, Walesa soit aujourd'hui gratifié du titre de premier président de la "Pologne démocratique". Cette nature bourgeoise du syndicalisme est désormais clairement mise à nue par le rôle de gestionnaire du capital national que Solidarnosc est maintenant amené à occuper. Déjà, avec le gouvernement Mazowiecki, Solidarnosc a montré en un an ce dont il était capable en matière de politique anti-ouvrière : développement du chômage massif, disette, flambée des prix à la "sud-américaine", misère proche de la famine comme jamais le prolétariat n'en avait connu depuis la deuxième guerre mondiale... Et si la fraction Mazowiecki dépose le bilan, ce n'est certainement pas pour passer la main à une autre fraction plus soucieuse des intérêts de la classe ouvrière. D'ailleurs, Walesa lui-même ne s'en cache pas : le seul "programme" dont il se réclame aujourd'hui est encore celui de la "thérapie de choc" préconisée par ses prédécesseurs... "avec

quelques petites corrections", dont on sait ce qu'elles signifient pour la classe ouvrière avec l'aggravation inexorable de la crise économique : encore plus de sacrifices, de misère et de famine.

LE DESARROI ACTUEL DU PROLETARIAT EN POLOGNE

La classe ouvrière en Pologne a été battue à cause, essentiellement, de ses illusions syndicalistes et démocratiques. Mais cette défaite ne s'arrête pas là. Alors qu'il y a dix ans, elle était parvenue, en affirmant son autonomie de classe, en unifiant ses luttes à travers tout le pays, à faire reculer l'Etat, les résultats des dernières élections révèlent le degré d'extrême désorientation dans laquelle elle se trouve plongée aujourd'hui. Ainsi, s'il est clair que en un an, les illusions sur le gouvernement Mazowiecki se sont effondrées tel un château de cartes (comme l'a révélé la défaite de ce candidat au premier tour), s'il est vrai que le taux important d'abstentions traduisait l'énorme mécontentement du prolétariat face à une misère d'un niveau inconnu depuis la guerre, le discrédit du syndicat Solidarnosc n'a malheureusement pas débouché sur un développement de la conscience du prolétariat. Au contraire, ce qu'ont encore révélé ces élections, c'est le dés-

polonaise, les pertes d'illusions sur le syndicat Solidarnosc ont débouché en bonne partie sur des illusions bien plus considérables, notamment envers la capacité du capitalisme libéral à apporter des solutions à la catastrophe économique. C'est bien ce que révèle le score important obtenu par Tyminski au premier tour de même que l'élection de Walesa (qui préconisait une accélération des "réformes"), et ce au détriment de Mazowiecki.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE DE CLASSE ?

La Pologne est un des pays au monde où la classe ouvrière a mené les luttes les plus nombreuses et les plus massives de ces vingt dernières années. En Pologne, comme dans tous les pays de l'Est, face à l'effondrement catastrophique de l'économie de ces pays, la classe ouvrière va être nécessairement amenée à développer des combats pour sa survie, afin de ne pas crever de faim. D'ailleurs, au moment même où se déroulaient ces élections, des grèves avaient éclaté dans plusieurs secteurs (notamment les mines de Silésie et les transports). Mais, si cette combativité est la condition indispensable pour le développement de la lutte de classe,

LA LCR TOUJOURS AU SERVICE DU CAPITAL

■ "La désignation de Tadeusz Mazowiecki, conseiller de Walesa, au poste de Premier ministre est une nouvelle victoire des travailleurs polonais et de leur syndicat indépendant Solidarité. Avec cette victoire, ils franchissent un nouveau pas en avant sur le chemin menant vers la révolution anti-bureaucratique, tout en donnant un formidable exemple aux masses de tous les pays gouvernés par la bureaucratie." Voilà comment "Rouge", hebdomadaire de la Ligue Communiste Révolutionnaire, saluait en août 1989 l'arrivée de Solidarnosc au gouvernement dans un numéro intitulé "Et maintenant, le pouvoir aux travailleurs". Quinze mois après, quel bilan tire "Rouge" de cette formidable "victoire" ouvrière ? Réponse : "Les grèves récentes étaient dirigées directement contre les conséquences de la politique économique du gouvernement Mazowiecki, en application stricte des vœux du FMI. Le bilan des mesures prises depuis le 1er janvier dernier peut être résumé en trois indices. L'inflation est stabilisée autour de 8% par mois, elle atteignait les 1000% par an en 1989. La réduction du salaire réel moyen des travailleurs est de l'ordre de 40%. Le chômage a connu une montée fulgurante au mois d'octobre et dépasse le cap du million. Les électeurs ont perdu toute illusion sur les

effets salvateurs à court terme de cette politique-là. Ils ne se résignent pas à l'austérité, à la paupérisation qui touche maintenant une grande partie de la population." ("Rouge", hebdomadaire de la LCR, n° 1425, 29/11/1990.)

Contraints et forcés de se "radicaliser" devant la réalité trop criante des faits, les trotskistes de la LCR essaient aujourd'hui de nous faire oublier le soutien inconditionnel qu'ils ont toujours apporté à Solidarnosc depuis la création de ce syndicat. Ils essaient de nous faire oublier leur rôle de laquais du capital lorsqu'ils applaudissaient des deux mains le travail de sabotage des luttes par Solidarnosc. Ainsi présentaient-ils la victoire électorale du bourgeois Mazowiecki comme une victoire prolétarienne lorsqu'ils affirmaient encore que "la seule issue valable pour la classe ouvrière et le mouvement de masse polonais consiste (...) à revendiquer fermement le passage de tout le pouvoir à Solidarité" ("Rouge", n° 1365, 31/8/1989), c'est-à-dire à une politique anti-ouvrière encore plus impitoyable, comme le promet le programme du président Walesa. Pour tous ceux qui auraient encore des doutes ou des illusions sur la nature capitaliste du trotskisme, cette exemple doit servir de leçon.

espoir de toute une frange de la population ouvrière qui, ne sachant plus à quel saint se vouer, s'est tournée vers le marchand d'illusions patenté, Tyminski. Le fait que cet individu, au passé obscur et parfaitement inconnu quinze jours avant le premier tour, ait réussi à gagner près d'un quart de l'électorat, notamment parmi les jeunes ouvriers, avec pour seul "programme" la promesse pour tous d'un enrichissement comme le sien, montre le niveau de débousolement, frisant la folie, qui touche aujourd'hui les nouvelles générations ouvrières (en particulier les jeunes prolétaires marginalisés par le chômage). Ainsi, dans la situation présente de décomposition et de chaos que connaît la toute nouvelle "démocratie"

l'expérience des ouvriers en Pologne et de l'ensemble des pays de l'Est met en relief l'énorme difficulté que rencontre le processus de prise de conscience du prolétariat dans cette partie du monde. Le désarroi actuel du prolétariat en Pologne constitue une illustration particulièrement évidente des faiblesses de la classe ouvrière dans les pays récemment déstalinisés. En particulier, écoeurés par des décennies de prétendu "socialisme", c'est de façon presque unanime que les ouvriers des pays de l'Est rejettent toute idée d'une société autre que le capitalisme. Même si, un an à peine après l'effondrement brutal du stalinisme, l'euphorie a fait place à

(SUITE PAGE 5)

BULGARIE

La combativité ouvrière dévoyée sur le terrain bourgeois

■ Grève générale en Bulgarie... "La Bulgarie de nouveau sur le chemin de la liberté et de l'économie de marché" : les médias bourgeois occidentaux s'en sont donné à cœur joie pour saluer le "nouveau combat des Bulgares".

Les ouvriers en Bulgarie se battent en effet. Le mécontentement est grand et la combativité forte. Un an après la chute de Jivkov et la mise en place "révolutionnaire" d'un pouvoir néo-ex-stalinien en la personne d'Andreï Loukanov, six mois après les premières "élections libres", le bilan est patent : une économie exsangue et une vie, ou plutôt une survie, de plus en plus difficile pour la population. Rationnement sur les produits de première nécessité, viande inexistant depuis des mois à Sofia, du lait qu'on ne trouve plus qu'au marché noir et dont un litre représente 10% du salaire mensuel, des files d'attente devant les magasins vides qui commencent dès 2 heures du matin, etc. Voilà le quotidien de la population de ce pays ! Et devant les conditions misérables que la bourgeoisie leur offre et leur réserve, les ouvriers, en Bulgarie comme partout ailleurs dans l'Est, doivent se battre s'ils ne veulent pas tout simplement mourir de faim.

Cette combativité vient de s'exprimer, entre autres occasions, le 26 novembre, jour où le syndicat indépendant Potkrepa et l'ensemble des partis et syndicats "démocratiques" appelaient à la grève générale largement suivie dans tout le pays. Quel a donc été le résultat de cette grève générale ? Qu'ont donc obtenu les ouvriers ? De meilleurs salaires, des conditions de vie plus tolérables ? Non. Ils ont obtenu... la démission de Loukanov et des stalinien défrôqués et la promesse de la démocratie ; la mise en place d'un gouvernement "de coalition" qui annonce déjà liberté des prix et

inflation, baisse (si c'est encore possible) du niveau de vie, chômage... Ils ont obtenu... un renforcement du pouvoir bourgeois en soutenant de bout en bout les partis et syndicats "démocrates" et "libéraux", en les suivant et en reprenant leurs mots d'ordre : "Loukanov, démission !", "A bas le communisme, vive la liberté !" ou encore "Le marché ! Le marché !..."

La classe ouvrière en Bulgarie, en luttant derrière les mots d'ordre de la bourgeoisie "démocratique", à l'instar des ouvriers roumains qui luttent pour la démission d'Illiescu, est aujourd'hui complètement embrigadée derrière la défense des intérêts qui ne sont pas les siens.

Dans les pays de l'Est, en proie à une misère qui s'appelle maintenant famine et à un chaos de plus en plus meurtrier, la classe ouvrière se trouve dans une impasse. Sous le poids de quarante ans de stalinisme et d'un manque cruel d'expérience des structures démocratiques, elle devient le jouet, la masse de manoeuvre, de la bourgeoisie et de ses luttes intestines.

Face à l'effondrement inexorable de l'économie à l'est, quels que soient les "hommes nouveaux" que la bourgeoisie démocratique pourra mettre au gouvernement, il n'y a qu'une seule politique possible aujourd'hui : celle d'une misère toujours plus insupportable pour les masses exploitées. L'expérience des ouvriers de Pologne montre, s'il en est encore besoin, ce qui attend le prolétariat des autres pays "libérés" du stalinisme : pour gérer le capital national en faillite, ceux qui prétendent défendre leurs intérêts cognent encore plus fort que leurs bourreaux d'hier. C'est cette douloureuse expérience que les ouvriers de Bulgarie, comme de tous les pays de l'Est, sont en train de faire.

Adso

Critique du PCF à Walesa :

QUAND L'HOPITAL SE MOQUE DE LA CHARITE

■ Le "Bébête Show" lui-même, qui s'applique pourtant à outrer le trait, demeure malgré ses efforts bien en deçà de la caricature de stalinisme invétéré que le Parti communiste français (PCF) se charge de son propre chef de livrer sur son compte. Une preuve ? ce titre : "Les attitudes autoritaires de Walesa compromettent les chances de la démocratie en Pologne" que l'on pouvait lire dans "L'Humanité" entre les deux tours de l'élection présidentielle qui a vu le succès de monsieur Solidarnosc.

Le souci tout à fait nul que nous avons de l'avenir de l'Etat polonais et de la démocratie en général - laquelle représente à nos yeux une monstrueuse mystification bourgeoise - tout comme le profond mépris que nous inspire depuis l'automne 1980 le personnage de l'ex-électricien de Gdansk nous mettent complètement à l'aise pour dire que, franchement, ce couplet anti-autoritaire dans la bouche des amis de Georges Marchais et de Dédé Lajoinie ("mais, qu'il est con !", dit Marchie, la marionnette truie) vaut sa mégatonne d'incongruité et de cynisme. Incongruité parce qu'une majeure partie de l'histoire du XXe siècle a enseigné à tout le monde que le stalinisme, dont le PCF est le rejeton français, constitue une des formes les plus extrêmes de l'autoritarisme et que les pouvoirs stalinien sur les pays de feu le bloc de l'Est illustrèrent au plus haut degré la férocité dont la dictature bourgeoise peut faire montre. Cynisme parce que le journal de Fajon et de Leroy s'adresse à la classe ouvrière en omettant, et pour cause, de rappeler que des millions de prolétaires furent opprimés, torturés et massacrés dans les goulags de Joseph Djougatchvili et de ses successeurs au Kremlin, réprimés avec la dernière sau-

vagerie lorsqu'ils s'insurgèrent à Potsdam, Berlin-Est, Budapest, Varsovie ou Bucarest... Que les bénisseurs en toute occasion des chars de l'Armée "Rouge" que sont les rédacteurs de "L'Humanité" osent dénoncer l'autoritarisme, eux qui saluèrent encore en 1981 les oeuvres soldatesques de Jaruzelski réinstaurant le plein ordre stalinien en Pologne, oui, cela dépasse l'entendement, tient de l'ignominie et injurie tous les prolétaires.

Mais parce qu'ils parlent précisément d'or en la matière et que nul ne peut leur contester, en ce qui concerne l'autoritarisme, le rang de maître orfèvre, il faut accorder à l'avis des stalinien du PCF sur Walesa un total crédit. Ce gros porc, en effet, suinte la mégalomanie et la passion du pouvoir par tous ses pores. Nul n'est d'ailleurs besoin du parti de Rigout pour penser qu'il égalera certainement voire surpassera le modèle policier de ses devanciers stalinien au pouvoir.

En dehors de cette bulle de vérité, la saillie des plumitifs de "L'Humanité" témoigne que la langue du PCF demeure plus que jamais de bois. Par son esprit, elle fait irrésistiblement penser à l'incroyable sortie par lequel s'illustra un collaborateur de Chevardnadze face à des interlocuteurs occidentaux, l'été dernier, en assurant que "jamais l'Armée rouge n'avait eu pour habitude d'intervenir dans les affaires d'un pays hors des frontières soviétiques". Nous tirons de cela une morale : même gorbatchevisés, les partis stalinien du monde entier conserveront décidément jusqu'à la dernière molécule de leur décomposition l'arrogance dont le prolétariat fut de tout temps le premier à pâtir.

SM

# AUX OUVRIERS D'EUROPE OCCIDENTALE D'OUVRIR UNE PERSPECTIVE POUR LA LUTTE DU PROLETARIAT MONDIAL

Nous republions ci-dessous un article paru dans notre presse en 1983 qui mettait en évidence, à la lumière des leçons de la défaite des luttes ouvrières massives d'août 1980 en Pologne, le rôle décisif que sont appelés à jouer les prolétaires d'Europe occidentale pour ouvrir une perspective révolutionnaire à leurs frères du monde entier. A l'encontre de la théorie du "maillon le plus faible", selon laquelle, c'est dans les pays où la bourgeoisie est la plus faible que peuvent se déclencher des mouvements donnant le signal de la révolution mondiale, il réaffirmerait la validité de la position classique du marxisme. C'est tout au contraire dans les zones les plus développées du capitalisme et en particulier dans la vieille Europe occidentale, là où le prolétariat le plus concentré et le plus expérimenté confronte la bourgeoisie la plus forte et la mieux armée idéologiquement, que peuvent seulement surgir des combats de classe massifs capables d'orienter les luttes prolétariennes dans le monde sur la voie révolutionnaire.

■ Dès les débuts du mouvement ouvrier, la révolution communiste a été considérée dans sa dimension internationale. Dès 1847, Engels, dans les "Principes du communisme", développait cette vision en mettant déjà cependant en avant le rôle essentiel du prolétariat des pays développés dans ce processus (voir notre "Revue Internationale" n°31, p.5). L'expérience de la vague révolutionnaire de 1917-1923 a confirmé l'importance du prolétariat d'Europe, comme le reconnaissait Lénine : "On ignore comment le mouvement révolutionnaire se déroulera en Allemagne. La seule chose indiscutable, c'est l'existence dans ce pays d'une immense force révolutionnaire qui doit se manifester avec une nécessité absolue... La révolution est difficile à déclencher dans un pays aussi évolué que l'Allemagne, avec une bourgeoisie aussi bien organisée, mais il n'en sera que plus facile de terminer victorieusement la révolution socialiste une fois qu'elle aura embrasé les pays capitalistes avancés d'Europe." (Lénine, "Oeuvres", t. 27, p. 582.)

Ce n'est qu'après la défaite de la révolution allemande qu'on assiste à une déformation de cette vision, menant à théoriser que la révolution viendrait des pays sous-développés, de ceux où la bourgeoisie est la plus faible. Contre cette idée, nous voulons réaffirmer aujourd'hui, à partir de l'examen des conditions politiques, économiques et sociales actuelles, non seulement que l'Europe est au centre des enjeux révolutionnaires, mais encore que ce sont les ouvriers des pays d'Europe qui ont la responsabilité première pour que s'ouvre un mouvement révolutionnaire qui balaye les mystifications que la bourgeoisie a mises en place à travers le monde.

## LES CONDITIONS ECONOMIQUES

C'est à partir d'une situation de blocage global du capitalisme, de crise historique de ce système où les rapports de production sont devenus une entrave, un carcan incompatible avec le potentiel d'épanouissement de l'humanité, que mûrissent les conditions de la révolution.

A travers la tendance générale à la saturation des marchés solvables, la crise se manifeste comme une crise de surproduction qui plonge ses racines au cœur de la production capitaliste, notamment en Europe, en Amérique du Nord et au Japon, où se concentrent les plus puissantes forces économiques et matérielles de la société.

La crise mondiale, si elle n'épargne aucun pays, exerce ses effets les plus dévastateurs dans les pays qui sont arrivés trop tardivement dans l'arène économique mondiale (pays de l'Est et "tiers monde").

Mais ce n'est pas dans la situation chronique de misère du "tiers monde", ni dans les conditions de pénurie permanente sévissant dans les pays de l'Est (conséquences particulières de la crise mondiale de surproduction sur les pays les plus faibles), que se déterminent les conditions matérielles les plus favorables pour la révolution.

C'est dans les centres vitaux du capitalisme qu'apparaît le plus clairement le décalage entre les moyens existant pour le dépassement du capitalisme et la réalité : développement du

L'accélération des événements mondiaux depuis la rédaction de cet article a sans doute rendu caducs certains aspects secondaires qu'il développait. Mais, à la lumière des événements récents, et en particulier des bouleversements qu'a connus l'Europe de l'Est depuis un an et demi dans lesquels la classe ouvrière, malgré sa traditionnelle combativité, a été incapable de se dégager des illusions sur la "démocratie" et le "libéralisme" qui pèsent sur elle et s'est retrouvée piégée sur le terrain du nationalisme derrière sa propre bourgeoisie, il reste plus que jamais valable. Les luttes ouvrières qui voient le jour dans les pays de l'ancien bloc de l'Est, et qui sont appelées à se développer face à la misère effroyable qui est imposée au prolétariat de cette région du monde, ne trouveront la force de se dégager réellement de l'emprise idéologique bourgeoise pour affirmer leurs propres perspectives historiques de classe que dans la mesure où les bataillons prolétariens décisifs d'Europe occidentale rentreront de manière déterminée et massive dans la bagarre.

chômage, chute de la production industrielle, gaspillage de la production sociale, gonflement des secteurs improductifs...

Si la révolution mondiale prendra son essor à partir des pays centraux du capitalisme, c'est aussi parce que ces pays offrent la clé du problème de l'humanité, parce que sont concentrés dans ces pays les moyens matériels qui permettent de dépasser la misère économique des prolétaires de tous les pays.

## LES CONDITIONS POLITIQUES

La bourgeoisie tire sa force de domination sur la société non seulement de son pouvoir économique sans partage, mais aussi de son pouvoir politique, de la richesse de ses rouages et de ses institutions, des instruments de son emprise idéologique.

Et cette force, la classe dominante en dispose beaucoup

*"C'est seulement d'Europe, c'est seulement de ces pays capitalistes les plus anciens, que peut venir, lorsque l'heure aura sonné, le signal de la révolution sociale qui libérera l'humanité. Seuls les ouvriers anglais, français, belges, allemands, russes et italiens peuvent ensemble prendre la tête de l'armée des exploités et des opprimés des cinq continents. Eux seuls peuvent, quand le temps sera venu, faire rendre des comptes au capitalisme pour ses crimes séculaires envers tous les peuples primitifs, pour son oeuvre d'anéantissement sur l'ensemble du globe, et eux seuls peuvent exercer des représailles ! Mais pour que le socialisme puisse faire sa trouée et remporter la victoire, il faut qu'existent des masses dont la puissance réside tant dans leur niveau culturel que dans leur nombre."*  
(Rosa Luxemburg, "La Crise de la social-démocratie", éditions La Taupé, p. 213.)

plus là où elle est la plus rodée et peut bénéficier d'une expérience de longue date de domination politique. C'est pourquoi elle réside bien davantage dans la vieille Europe, là où elle peut utiliser avec le plus de souplesse, de diversité, de capacité d'adaptation, les institutions politiques (partis, syndicats, parlement) de sa domination que dans les zones périphériques comme les pays de l'Est ou le "tiers monde", où elle ne peut disposer que de la force de ses décrets-lois et de son appareil répressif.

C'est à partir de là où elle peut disposer de l'arsenal idéologique le plus affiné et le plus élaboré (vernissés démocratique et pluraliste, appareils spécifiques d'encadrement des ouvriers) qu'elle peut concentrer et diffuser mondialement son pouvoir de mystification et de division dans les rangs prolétariens avec le plus d'efficacité. C'est à partir de là également qu'elle est capable de sécréter et de mettre en place des stratégies générales anti-ouvrières comme celles de la "gauche dans l'opposition" ou du "syndicalisme de base", d'organiser des campagnes massives d'intoxication : antiterrorisme, pacifisme, etc.

Ce sont ces forces, les forces réelles les plus puissantes de la domination bourgeoise, qu'il faut entamer pour que l'avancée du mouvement révolutionnaire soit possible.

## BREVES

### MAROC

A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que la grève générale appelée le 14/12 par les syndicats marocains UGTM et CDT a dégénéré en émeutes sanglantes dans plusieurs villes du pays. Bilan : une trentaine de morts et plus de cent blessés. C'est principalement dans les villes de Fez, Tanger, Agadir et Kenitra que les affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ont été les plus violents. Face à la misère de plus en plus atroce qui frappe l'ensemble de la population, les jeunes venus des quartiers les plus pauvres sont descendus dans la rue et ont pillé des banques, des magasins et hôtels de luxe, saccageant au passage les commissariats et autres édifices officiels, incendiant les véhicules de police, les autobus, les bureaux de poste, etc... Dès les premières échauffourées, Hassan II a envoyé ses troupes réprimer sauvagement les émeutes : déploiement de blindés dans certaines villes, encercllement des quartiers ouvriers, tirs à l'arme automatique y compris sur les enfants. Quand la classe ouvrière n'a pas la force de développer une lutte capable de faire reculer l'Etat, quand les mobilisations syndicales ne servent qu'à amener les ouvriers pieds et poings liés à la répression comme ce fut le cas lors de la grève générale de 81, la colère générale ne peut que déboucher sur ce type de réactions de désespoir qui peuvent seulement conduire au massacre.

### ALBANIE

Le dernier bastion pur et dur du stalinisme en Europe s'effondre au milieu de convulsions violentes, dans le chaos le plus extrême. Le couvercle de la marmite fermée depuis 46 ans vient brutalement de sauter. Et l'Albanie se trouve

mise à feu et à sang. Malgré les mesures de "libéralisation" accélérée du régime depuis le mois d'août dernier, les troubles qui avaient déjà éclaté dans le pays depuis un an ont repris avec une ampleur sans précédent et ont dégénéré rapidement. Alia, successeur du dictateur Enver Hoxha, s'est vu contraint de lâcher encore du lest à marche forcée : limogeage des 5 membres du bureau politique (sur 11) réputés les plus conservateurs et surtout une concession politique majeure, l'autorisation du multipartisme. Cela n'a pas suffi. Le 9/12, la police avait dispersé violemment une manifestation d'étudiants à Tirana. Depuis, c'est une succession ininterrompue d'affrontements avec la police où sont impliqués les ouvriers des centres industriels dans la plupart des villes du pays : à Kavaje, à Skhoder, à Elbasan, à Durrës, à Scutari, ils ont tourné à l'émeute et à l'horreur. Scènes multiples de pillages et de vandalisme. Tueries atroces. Les forces de l'ordre et l'armée interviennent avec des canons à eau ou avec des tanks. De l'autre côté, la presse rapporte que "les hooligans, aux cris de 'liberté !' et de 'démocratie !' tirent avec des armes à feu et utilisent des charges de dynamite contre des maisons privées, des magasins ou des bâtiments officiels". Le bilan de ces affrontements et de ces massacres, à l'heure où nous écrivons, est encore inchiffable. La violence et le chaos sont devenus en quelques jours incontrôlables, au point que le tout neuf "parti démocrate albanais", créé en toute hâte le 12/12 à l'issue d'un meeting rassemblant 50 000 personnes, en venait 48 heures plus tard à dénoncer les agissements des émeutiers, tout en lançant, parallèlement à Alia, des appels au retour au calme pour "engager le pays dans la voie de la démocratie". Quel que soit le nouveau régime "démocratique" qui sortira sans doute de ces décombres sanglants, il n'apportera pas moins de misère, de ruines et de chaos dans cet Etat déjà le plus pauvre d'Europe. Il n'y a qu'à voir ce que sont devenus après un an de démocratisation les autres pays de l'Est.

## LES CONDITIONS SOCIALES

Dans les pays sous-développés, même si elles font face à une bourgeoisie faible, les réactions prolétariennes (comme on l'a vu ces dernières années en Argentine, au Pérou, au Brésil, en Inde, en Iran, en Afrique du Nord...) ne parviennent pas à imposer un rapport de forces suffisant pour, compte tenu de leur éparpillement, résister au poids très lourd des illusions démocratiques, nationalistes et à l'unité de toutes les bourgeoisies nationales contre un prolétariat isolé.

Mais c'est dans les pays où la bourgeoisie est la plus forte que le prolétariat est aussi le plus fort.

Le rôle décisif qu'est appelé à jouer le prolétariat d'Europe occidentale dans le processus révolutionnaire mondial résulte de plusieurs facteurs :

-L'héritage de l'expérience et de la tradition révolutionnaire qui servent encore de phare à l'ensemble du mouvement ouvrier et dont les prolétaires d'Europe sont les plus richement dotés (1848, la Commune, l'expérience révolutionnaire de 1917-1923...) ou même, plus récemment, l'impact de mai 1968. Cet héritage s'accompagne de la capacité de défense des positions de classe à travers ses avant-gardes révolutionnaires (gauches italienne, allemande, hollandaise). A ce niveau, malgré les incomparables expériences de 1905 et de 1917, le prolétariat russe est celui sur lequel continue de peser le plus fortement le poids de la contre-révolution au niveau physique et idéologique sous la forme d'une exploitation capitaliste rigide et féroce administrée au nom du "communisme".

-L'expérience politique face aux pièges et aux illusions entretenues par la bourgeoisie (démocratie, syndicalisme, rôle de la gauche) jusque dans ses mystifications les plus élaborées. C'est en Europe occidentale que le prolétariat en a la plus longue expérience, c'est là que ces mystifications subsistent l'usure la plus forte et tendent à être remises en question plus fondamentalement sous la poussée des confrontations de classe. A l'opposé, les prolétaires d'Europe de l'Est subissent beaucoup plus lourdement le poids de ces illusions, comme l'a montré tragiquement la manière dont les prolétaires de Pologne ont vu la grandiose grève de masse d'août 1980 se faire finalement piéger par les mystifications syndicalistes, démocratiques et nationalistes.

-La capacité de mobilisation d'un mouvement de masse qui est fonction du degré de concentration ouvrière et de la proximité entre eux des centres industriels, la plus apte à déjouer le piège de l'isolement.

-La capacité à remettre en cause le cadre national, du fait que les ouvriers de ces concentrations très proches s'affrontent à différents Etats, mais aux mêmes conditions, favorisant la possibilité de mouvements de masse.

De ce point de vue, bien qu'ils se rattachent à ces centres éminemment vitaux du capitalisme, les prolétaires d'Amérique du Nord subissent un double handicap : d'une part, la position de tête de bloc des USA alimente un fossé idéologique entre le prolétariat américain et celui des autres pays du bloc, et d'autre part, la faiblesse et le manque d'implantation de tradition révolutionnaire (c'est encore plus vrai pour le prolétariat au Japon) qui entraînent une difficulté plus grande à se dégager de l'emprise des valeurs idéologiques classiques du capitalisme par rapport aux prolétaires d'Europe. Dans la guerre contre la bourgeoisie qui doit livrer le prolétariat international, la bataille qui se prépare au cœur de l'Europe est la clé de l'affrontement général.

Toute l'expérience du mouvement ouvrier montre cela. L'exemple encore chaud de la lutte ouvrière en Pologne nous livre cette leçon : là, c'est l'isolement de la lutte des ouvriers (malgré leur combativité et leur détermination), étroitement lié à l'absence de réaction simultanée du prolétariat occidental, c'est-à-dire du prolétariat le plus expérimenté pour combattre les illusions syndicalistes, démocratiques, nationalistes, qui a permis le développement d'un "cordon sanitaire" de la bourgeoisie autour de la Pologne, la mobilisation et la coopération de celle-ci par-delà ses frontières et le rideau de fer de la division en blocs, pour mettre les ouvriers polonais à genoux.

Tant que le prolétariat ne frappera pas au cœur même du capitalisme et n'atteindra pas les centres nerveux de la domination bourgeoise, il ne disposera pas d'un terrain solide et d'une prise suffisante pour abattre son ennemi. Même si l'entreprise est longue, pénible et difficile, il n'y a pas d'autre voie possible sous peine de laisser les mains libres à l'ennemi pour disposer de ses forces vives.

"RI", n°109, mai 1983.

## WALESA PRESIDENT

(SUITE DE LA PAGE 4)

un sentiment d'amertume face aux conséquences désastreuses de la "libéralisation" de l'économie, le prolétariat de ces pays est encore écrasé par le poids énorme des illusions sur le capitalisme démocratique et libéral. Ainsi, les combats de classe qui vont inévitablement surgir en Pologne, comme dans tous les pays de l'Est, ne pourront, par eux-mêmes, déboucher sur une réelle perspective en raison de toutes les mystifications (démocratiques, syndicalistes, nationalistes et même religieuses) qui pèsent à l'heure actuelle sur la conscience du prolétariat à l'Est. Plus que jamais, face à la misère effroyable et au chaos auxquels ils vont être de plus en plus confrontés, les ouvriers des pays de l'Est ont besoin de toute l'expérience de leurs frères de classe des pays les plus avancés d'Occident. Seul le développement de la lutte de classe dans les grandes concentrations industrielles d'Europe de l'Ouest, en dévoilant aux yeux des ouvriers de l'Est l'impasse de l'économie mondiale, permettront de balayer les illusions de ces derniers quant aux bienfaits du capitalisme démocratique et libéral.

La situation catastrophique dans laquelle se trouve la classe ouvrière des pays de l'Est constitue un appel à la responsabilité des bataillons les plus conscients et expérimentés du prolétariat mondial. De la capacité des ouvriers d'Europe occidentale à jouer ce rôle de phare, dépend la capacité du prolétariat mondial à unifier partout son combat contre ce système d'exploitation, de misère et de barbarie.

Avril

CHOMAGE, BAISSÉ DES SALAIRES, AUGMENTATION DES CADENCES ...

# LE CAPITAL PLONGE DANS LA RECESSION, LA CLASSE OUVRIERE EN FAIT LES FRAIS

La récession mondiale de l'économie capitaliste est bien là. Elle frappe en premier lieu la classe ouvrière. Le prolétariat de l'ensemble de l'Europe occidentale est désormais touché de plein fouet. 45000 suppressions d'emplois sont brutalement annoncées dans la multinationale hollandaise Philips comme 15000 dans le groupe suédois Electrolux. Les "leaders" européens de l'informatique donnent aussi l'exemple : 7000 licenciements dans la firme italienne Olivetti, 5000 chez Bull (après une réduction d'effectifs de 3000 salariés déjà dans l'année écoulée pour cette dernière entreprise). Dans un même pays, par exemple la Grande-Bretagne, ce sont quasi simultanément (pour ne citer que les principaux) 5000 emplois en moins à British Telecom, 4500 dans la British Aerospace, 4000 pour la Midland Bank, 1500 aux chantiers navals Vickers...

Le journal patronal français "Les Echos" du 23.11 l'énonce crûment : "Du nord au sud de l'Europe, une nou-

velle vague de licenciements est en train de déferler, n'épargnant aucun pays. Même l'Allemagne est touchée (3500 suppressions d'emploi chez Nixdorf), aucun secteur, de l'informatique à l'automobile, en passant par la banque et le transport aérien et ne mettant à l'abri aucun grand nom : Michelin, BP, Hoechst, KLM, pour ne citer qu'eux (...) car sont désormais frappés des secteurs comme l'électronique et l'informatique qui, il y a 10 ans, apparaissaient comme des fers de lance de l'industrie, mais aussi des activités de service, censées préfigurer la nouvelle phase de développement des économies occidentales." Aucune illusion n'est possible pour la classe ouvrière sur l'impasse où la mène le capitalisme. En particulier, pour les ouvriers en France qui dès aujourd'hui, sont aux premiers rangs en Europe, confrontés à des attaques d'une ampleur encore sans précédent.

Quant aux "charrettes" de licenciements, elles ne s'arrêtent pas là : 4000 suppressions d'emplois l'an prochain chez Thomson-CSF, 1200 pour Bull en France, sans compter les entreprises de sous-traitance informatique, 800 dans les usines françaises de Philips, 1000 aux chocolateries Nestlé - avec la suppression de l'usine de Noisiel-, 918 aux Houillères de Lorraine (et 660 supplémentaires en 1991), 600 chez Sextant Avionique... Rhône Poulenc ou l'industrie textile (qui a perdu 90000 emplois en 8 ans) sont également touchés tandis que 2800 nouvelles suppressions de postes sont prévues à la SNCF.

Malgré les tripatouillages permanents du gouvernement, le chiffre du chômage a accusé une remontée de 0,9% en octobre (soit 220000 demandeurs d'emplois supplémentaires) et en un mois, les licenciements "pour raison économique" dans l'industrie ont grimpé en flèche de 11,1% alors que pour 1991, il est prévu de 2 à 4 fois moins de créations d'emploi que dans l'année écoulée.

Dans la sidérurgie, la préretraite à 50 ans payée à 70% du salaire brut, instituée en 1977 pour "faire passer" l'énorme hémarriage entraînée par les plans de licenciements dans le secteur, va être brutalement supprimée le 31 mars 1991, contraignant les 52000 sidérurgistes encore en poste à travailler 10 ans de plus... à moins qu'ils ne se retrouvent parmi les 20000 encore "en sureffectifs" qui sont promis au congédiement du jour au lendemain au cours de la prochaine décennie, tout en perdant les avantages relatifs concédés à leurs aînés...

De même, les "aides au départ des travailleurs étrangers" utilisées à tour de bras depuis des années atteignent aujourd'hui leurs limites. Quels que soient les discours sur la "gestion sociale prévisionnelle des sureffectifs" en vogue aujourd'hui, le gouvernement s'avère de plus en plus incapable de limiter la casse. De nouvelles centaines de milliers d'ouvriers vont se retrouver plongés soudainement dans le chômage et la misère, ainsi que leurs enfants.

Déjà, en trois ans, les "tucistes" sont passés, sous une autre dénomination (contrats emploi solidarité) de 100000 à 250000. La durée moyenne du chômage s'allonge de mois en mois et actuellement, entre les chômeurs inscrits à l'ANPE ou aux caisses du chômage, les jeunes ouvriers ayant recours aux emplois précaires ou aux "stages de formation" et tous ceux réduits à l'aumône du revenu minimum d'insertion, il y a dans le pays plus de 4 millions de personnes ayant recours à un système d'assistance pour cause de chômage... Et les perspectives déjà évoquées pour les prochains mois vont considérablement gonfler le nombre des laissés-pour-compte de l'enfoncement inexorable dans la crise.

Avec, déjà annoncée pour l'an prochain, une nouvelle "réforme" du régime des allocations chômage destinée à "éponger" l'énorme déficit des caisses...

## DES ATTAQUES PLUS LOURDES POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

En parallèle aux licenciements massifs et souvent dans les mêmes entreprises, outre le poids de plus en plus énorme du chômage dans la société en général, et dans la vie des familles ouvrières en particulier, l'exploitation des salariés devient plus féroce. Non seulement les cadences s'accroissent partout comme à Renault-Flins où du jour au lendemain, la direction a fait passer les "normes" sur les chaînes de sellerie de 52 à 57 voitures à l'heure, provoquant la colère des ouvriers, mais d'autres formes d'intensification de cette exploitation sont de plus en plus imposées : travail les samedis et dimanches à la SNECMA-Gennevilliers, formation d'équipes de 4 jours pendant 10 heures à Peugeot-Poissy, horaires de travail jusqu'à minuit chez Bull à Angers, transgressant même le code du travail qui, sauf dans les hôpitaux, n'autorise pas le travail de nuit pour le personnel féminin, alors que dans cette entreprise, les femmes représentent la moitié des effectifs... Dans de nombreux hôpitaux, les services sont pris de nuit comme de jour au gré des "besoins" en fonction du manque d'effectifs, des congés ou des absences, au nom de "l'intérêt des malades". A l'ÉDF-GDF, on multiplie les stages pour inciter les agents à la mobilité...

Partout, les salaires sont mis "sous haute surveillance" : la consigne de Rocard "ne pas laisser dérapier les salaires" est appliquée à la lettre tant dans le secteur privé (où les hausses salariales ont été maintenues entre 2 et 3,5%) que dans le secteur public -en particulier chez les fonctionnaires augmentés en dernière limite (1,3% en décembre) de 2,5% sur l'année alors que le taux "officiel" d'inflation est de 3,8%. La chute du pouvoir d'achat (entre 10 et 15% depuis le début des années 80) devrait fortement s'accroître en 1991.

Les retraités sont encore moins bien lotis, non seulement 55% d'entre eux vont être assujettis à la fameuse cotisation sociale généralisée dès le 1er janvier, mais leur sort sera d'autant plus dramatique que leurs pensions subissent une augmentation dérisoire. La présentation de l'attaque est elle-même un modèle de cynisme crapuleux : à partir d'une "prévision" d'inflation de 2,8% au cours du premier semestre 91, le gouvernement "accorde" royalement une majoration des pensions égale à la moitié (1,4%) de ce taux d'inflation arbitrairement fixé, la réalité risquant d'aller bien au-delà (il faut bien, d'après Rocard, que tout le monde se serre la ceinture...) sans que les retraités aient la moindre garantie d'une nouvelle augmentation pour le second semestre...

En ajoutant à ce tableau les mesures prévues dans le cadre de "la réforme de la Sécurité sociale" et de la "réforme hospitalière" qui seront appliquées au printemps prochain (entre autre nouvelle diminution des taux de remboursement des médicaments, suppression de milliers de lits d'hôpitaux et de postes de travail hospitaliers), l'attaque dont les ouvriers vont devoir faire les frais dans les mois qui viennent prend une ampleur hallucinante.

Face aux attaques massives et frontales qu'ils subissent déjà et qui ne peuvent qu'être beaucoup plus fortes demain, les ouvriers qu'ils soient en activité ou réduits au chômage, dans le secteur public comme dans le privé, ne peuvent rester passifs. Ils n'ont aucune amélioration à attendre, au contraire leur situation et leur niveau de vie ne peuvent qu'empirer. Ils n'ont pas d'autre choix possible que de se mobiliser et de rentrer en lutte plus massivement, plus unitairement qu'avant sur leur propre terrain de classe.

YD

■ Tous les indices d'une récession brutale du capital français sont de retour : chute de la croissance de 4% à 2,5%, asphyxie des débouchés avec l'effondrement du commerce extérieur pour lequel le coût de l'aide de l'Etat dans le budget 91 devrait être porté à plus de 29 milliards de francs (soit deux fois et demi le montant d'il y a 5 ans), chiffre vertigineux qui dépasse largement le budget du ministère de l'industrie (16 milliards). Et encore, tous ces chiffres émanent de prévisions datant du 1er semestre 1990 et ne prennent pas en compte les effets de la crise du Golfe (par exemple, la dette à priori irrécupérable, de l'Irak vis-à-vis de la France, approche à elle seule les 25 milliards). Le ralentissement général de l'activité économique est plus que confirmé par la plongée des investissements prévus en 1991, la croissance en volume des investissements industriels passerait de 9% cette année à zéro l'an prochain !

## L'ACCROISSEMENT MASSIF DU CHOMAGE AU COEUR DE LA RECESSION

Les gains de productivité des entreprises sont passés de taux de 3% à 4% annuels à moins de 1,5% depuis 1989. Dès le 1er semestre 90, un ralentissement spectaculaire de la croissance a été enregistré. Dans certains secteurs comme le bâtiment, cette croissance a déjà été quasiment nulle, dans d'autres comme les entreprises de travaux publics, elle se trouvait d'ores et déjà négative (entre -2 et 0%). La baisse des ventes d'automobiles françaises régulière depuis plusieurs mois, s'est encore accentuée en novembre (-7,5%).

La réaction des constructeurs et de patrons d'autres secteurs liés à l'automobile a été immédiate : non contents des plans de licenciements dont la plupart seront appliqués au cours du 1er semestre 91 : 4620 chez Renault (incluant la fermeture définitive de l'ancienne forteresse ouvrière de Billancourt et de l'usine de St Ouen, mais aussi des coupes claires à Flins et à Cléon), 900 pour Chausson (dont les effectifs sont déjà tombés de 17000 à 5300, alors que le site de Gennevilliers, déjà revendu à des promoteurs, est condamné à terme), 2260 à Michelin, d'autres encore chez RVI..., ce sont un peu partout des mesures de mise en chômage technique qui sont programmées pour la fin de l'année : un jour sera chômé pour les 10000 ouvriers de Citroën à Rennes, trois jours pour les 23000 salariés de PSA à Sochaux et à Mulhouse, six jours pour les 7600 de Renault-Sandouville. Quant à Michelin, c'est la quasi-totalité des ouvriers de l'entreprise qui vont être affectés par les arrêts de production (50 à 90% des capacités productives doivent être réduites) prévus pour toute la seconde quinzaine de décembre.

## REUNIONS PUBLIQUES

**SUR LE THEME : LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE : GUERRE AU CAPITALISME !**

### CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le jeudi 24 janvier à 21h à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre.  
Vente de la presse le 2e jeudi de chaque mois à 17h15 devant le centre Jaude.

### LILLE (attention au changement d'adresse) :

Réunion publique le samedi 19 janvier à 14h30 au café-restaurant "Le Rainbow" (salle au sous-sol), 17, rue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny (place de Strasbourg).  
Permanence le samedi 16 février de 14h30 à 16h30 à la même adresse.  
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches de chaque mois à 11h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

### LYON :

Permanence le mercredi 16 janvier à 18h au café "Le Français", 2, place A.-Poncet, 2e arrond., métro Bellecour.  
Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) le 2e mercredi de chaque mois de 17h30 à 18h30.

### MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 5 janvier à 17h. R-v. à 17h au métro Chartreux.  
Permanence le mercredi 23 janvier à 19h à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, Marseille 1er arrond.  
Vente de la presse le samedi 5 janvier de 10h30 à 11h30 au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès

### TOURS :

Réunion publique le samedi 26 janvier à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup

Vente de la presse le vendredi 11 janvier de 10h30 à 11h30 au marché Saint-Paul.

### NANTES :

Réunion publique le samedi 19 janvier à 17h à la "Salle de la Fraternité", 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).  
Permanence le vendredi 4 janvier à 20h30 à la même adresse.  
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande le samedi 19 janvier de 10h30 à 11h30.

### PARIS :

Réunion publique le samedi 19 janvier à 17h, au 27, avenue de Choisy, 13e arrond., métro Porte-de-Choisy.  
Permanence tous les samedis (sauf le samedi de la réunion publique) de 18h à 20h à la même adresse.

### ROUEN :

Réunion publique le samedi 19 janvier à 14h30 à la Halle aux Toiles.  
Permanence le samedi 16 février à 14h à la même adresse.

### TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 25 janvier à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger-Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).  
Permanence le vendredi 18 janvier ainsi que le vendredi 1er février à 18h30 à la même adresse.  
Vente de la presse le dimanche 13 janvier de 11h30 à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux puces (place Saint-Sernin).

## APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

Nantes : réunion publique du 24/11 : DD : 40F, Bacalao : 50 F, FL : 20F, AL : 200F.

Paris : CM : 400F

Rouen : réunion publique du 17/11 : DD : 270F, AI : 20F, Ch : 100F, Isa : 30F, Pat : 30F, Péd : 20F.

Toulouse : réunion publique de novembre : Ra : 105F, Ric : 10F, Chr : 18F, BR : 120F.

Tours : permanence de novembre : GP : 300F, Bobos : 50F, Do : 4F.

TOTAL : 1787 F

# INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

■ La "logique de guerre", certainement, va bientôt accoucher de la furie des armes dans le Golfe. Des milliers de vies d'ouvriers et d'innombrables autres existences se trouvent donc en jeu. Aussi, soyons responsables et parlons net aux prolétaires. De l'épaisse légion d'avocats et sergents recruteurs pour la grande boucherie capitaliste dont la classe ouvrière subit dès aujourd'hui l'activisme, les moins répugnants et les moins dénonçables ne sont sûrement pas ceux qui parlent au nom direct des leaders impérialistes Bush, Saddam Hussein, Major ou Mitterrand mais ils ne constituent pas les plus dangereux propagandistes de la guerre. Car ceux-là, au moins, sont francs et s'annoncent pour ce qu'ils sont : des membres de la classe exploiteuse qui joue avec le sang des prolétaires. Et aujourd'hui, ils ne cherchent pas vraiment à tromper les ouvriers sur les nécessités capitalistes de l'embrasement militaire. Les plus pernicieux, ce sont les faux-jetons bourgeois qu'on appelle gauchistes, qui cachent sous le manteau du pacifisme leurs lâches efforts en vue d'arracher le consentement des ouvriers à soutenir un des deux camps belligérants : celui de l'Irak. Leur discours est un monument d'hypocrisie. Le mois dernier, nous nous étions déjà attelés à en démonter le mécanisme idéologique en ce qui concerne la question de l'impérialisme. Résumons notre propos. Qu'il existe de par le monde des impérialismes surpuissants et des petits impérialismes moins bien armés, bon, c'est une donnée de fait que les gauchistes ne nous apprennent nullement, mais elle n'intéresse que le capitalisme. La tendance qui pousse toujours les Etats à opprimer des pays plus faibles qu'eux, bien, c'est aussi une évidence, mais il ne sert à rien de la déplorer ni d'en accuser l'iniquité puisque l'on sait qu'elle traduit la vie même du capitalisme, lequel est un système mondial immoral, sans foi ni loi : un univers de voyous et de bandits barbares. Le prolétariat, qui le subit au premier chef, n'a pas à se prononcer, en aucune manière, là-dessus car, sur la scène où les impérialismes plus maffieux les uns que les autres règlent leur crapuleux comptes à coups de guerre, lui il ne sert que d'une chose : de chair à canon. Que le militarisme yankee (et ses alliés) soit infiniment haïssable de par son envergure planétaire, personne chez les ouvriers ne songe à le nier un simple instant, mais en quoi cela rendrait-il sympathique ou du moins excusable et défendable l'impérialisme plus local de Bagdad ? Voilà ce que, dans le "RI" précédent, nous disions contre la propagande des gauchistes, trotskistes ou maoïstes surtout, qui veulent abuser les prolétaires en présentant leurs prêches sous l'autorité du marxisme et de Lénine. Il nous faut à présent parachever notre office de salubrité prolétarienne en ruinant cette partie de leur discours qui invite les ouvriers à s'associer à la "lutte des peuples et des nations du Sud pour s'émanciper du joug des Etats du Nord".

## DROIT DES NATIONS ?

Ce thème, disent les staliniens et leurs avortons gauchistes, figurait déjà parmi les mots d'ordre prononcés par les partis de la IIe Internationale, à commencer par celui de Lénine. Certes, et ce n'est pas, loin de là, ce que le mouvement ouvrier de la fin du XIXe siècle a produit de plus lumineux. Disons d'emblée qu'il s'agissait d'une concession opportuniste et d'une régression par rapport à l'esprit du marxisme tel qu'il avait été formulé à l'époque de la Ire Internationale. Il est évident que l'idée de "droit national" entre dans un rapport de contradiction avec le slogan fondateur de l'internationalisme prolétarien : "Les ouvriers n'ont pas de patrie". L'abatardissement nationaliste du précepte antipatriotique par la social-démocratie découle pour beaucoup de l'inscription dans le cadre national de chaque pays de la lutte réformiste qu'elle poursuivait quotidiennement entre 1871 et 1914. Mais les éléments révolutionnaires (tels Lénine, Rosa Luxemburg ou Pannekoek) de la IIe Internationale, même s'ils ne parvinrent pas toujours à se soustraire complètement de l'emprise opportuniste, n'ont jamais, contrairement aux gauchistes actuels, répété le slogan de l'"autodétermination nationale" sans l'accompagner de garde-fous. Ils refusaient tout d'abord d'en faire une question de "droit" abstrait, c'est-à-dire bourgeois. S'ils s'y rangèrent cependant, après Marx et Engels, d'ailleurs, c'est uniquement parce que, dans la période montante du système capitaliste, les luttes nationales (en Pologne par exemple) des bourgeoisies contre les restes du mode de production féodal constituaient un allié objectif des intérêts historiques du prolétariat. Et cela, dans la seule mesure où l'achèvement de la domination du capital sur le

monde offrait en même temps les conditions matérielles pour la révolution communiste. Chez Lénine comme chez d'autres révolutionnaires, la non-répudiation après 1905-1910 du mot d'ordre de "droit national" provient du fait qu'ils n'ont pas aperçu (ou bien de manière partielle) la fin de la phase ascendante du capitalisme et son entrée dans la décadence. Depuis la mort de ces grands combattants de la classe ouvrière, plus de soixante dix années de luttes dites de "libération nationale" ont à ce jour démontré avec une horrible suffisance la caducité du vieux slogan social-démocrate, l'impossibilité que n'émerge véritablement ni ne se développe réellement une nation libre comme l'Allemagne, le Japon, la France, etc., purent le faire au XIXe siècle. De la Chine de Tchang Kai-Chek puis de Mao Zedong à l'Indochine de Hô Chi Minh, de l'Algérie de Chadli au Kampuchéa de Pol Pot en passant par les multiples fronts "indépendantistes" du Salvador, du Nicaragua, de Palestine ou d'Irlande du Nord sans oublier les guerres de sécession du Biafra et du Bangladesh, tous les conflits "nationaux" du XXe siècle ont exposé dans la plus totale abomination l'envers des prétentions progressistes affichées par leurs meneurs : elle ne furent, et continuent de n'être, que des champs de navets et des marais d'indigence sur lesquels les minibourgeois locaux faisaient et font encore massacrer ou crever de misère leurs populations (pauvres, évidemment) pour le profit des grands impérialismes commanditaires de l'Ouest ou - naguère - de l'Est. Qui ignore vraiment, en 1990, cette sordide réalité parmi les gens qui en meurent jour après jour dans les pays dits du tiers monde ?

Ouvriers, ne laissons pas les chiens enrégés du capital que sont les gauchistes renouveler aujourd'hui à propos de la guerre américano-irakienne ce dont ils se rendirent coupables hier au titre du "droit des nations à s'autodéterminer".

## PEUPLE OU CLASSE ?

Là aussi, cette confusion des termes dérive d'une faiblesse du mouvement ouvrier et, dans une large mesure, le populisme tiers-mondiste dont les gauchistes font un emploi ravageur représente une rançon de la défaite de la vague révolutionnaire du prolétariat après 1923 (du point de vue théorique, il est l'un des enfants monstrueux de la théorie erronée de Lénine connue sous le nom de l'"aristocratie ouvrière"). Face à l'ignominieuse déformation du marxisme que perpétrent sans cesse les gauchistes, il faut inlassablement en restituer les notions de base : jamais les communistes n'ont fait de la révolution socialiste l'affaire de la lutte des peuples mais uniquement le problème de la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Même lorsqu'il arriva que les révolutionnaires de la IIe Internationale appellèrent, au XIXe siècle, les ouvriers à soutenir des mouvements d'indépendance nationale, ils le firent en prévenant bien les prolétaires d'avoir à garder leur autonomie d'action, d'organisation et de décision par rapport aux autres couches populaires, fussent-elles opprimées voire exploitées. L'antipatriotisme de Lénine - derrière la noble figure duquel croient pouvoir s'abriter aujourd'hui les tenants des luttes de "libération" nationale - ne souffre d'aucune contestation et le rédacteur de "L'Iskra", par exemple, n'écrivait-il pas en 1903 : "La social-démocratie, en tant que parti du prolétariat, se donne pour tâche positive et principale de coopérer à la libre disposition non pas des peuples et des nations mais du prolétariat de chaque nationalité (1)".

S'il y a une libération qu'il faut aujourd'hui accomplir d'urgence afin de soulager et mettre fin aux infinies souffrances qu'endurent des milliers de populations pauvres, sans travail, affamées, sur la planète entière, celle-ci n'est pas la "libération nationale", diantre non ! mais la libération de la Terre des serres du capitalisme. Ce combat-là incombe exclusivement au prolétariat mondial. Loin que celui-ci ne s'associe aux luttes populaires, comme la crapulerie gauchiste lui enjoint de le faire, il doit pour se sauver, lui, et venir en aide aux populations opprimées, se distancer, précisément, d'elles et du marais interclassiste pour mieux affirmer son programme révolutionnaire. Sa perspective est l'internationalisme, c'est-à-dire le dépassement des nations par leur fusion. Que le prolétariat échoue à l'embrasser, et il mourra comme le reste des peuples et des nations, dans le chaos capitaliste et le sang.

SM

(1) Cette dernière précision, dans sa formulation, constitue néanmoins une concession au nationalisme.

## QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu  
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine  
"Mimesis", 58, rue de Grassis  
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean Jaurès  
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvire", 3, rue de l'Ente  
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras  
Maison de la Presse, place de Jaude  
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré  
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne  
Maison de la Presse, place de la Trémoille  
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles Centrales  
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune  
Café-restaurant "Le Rainbow", 17 rue du Mal de Latre de Tassigny (place de Strasbourg)  
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe (7e)  
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6, rue Pastoret. 13006  
"Le Temps de Vivre", 54, La Canebière. 13001  
Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte. 13015  
Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martigues  
Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat  
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Général de Gaulle  
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République  
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université  
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux  
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon Pasteur  
"Tabacs Presse", 9, rue de Budapest  
"Lanoë", 2, rue de Verdun  
"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais.  
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine  
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la

Délivrance  
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (75014)  
"Parallèles", 47, rue St Honoré (75001)  
"FNAC" Forum des Halles  
"L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (75007)  
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès  
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc  
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard  
"FNAC", 1 bis, place Occitane  
"Les Arcades", place du Capitole  
TOURS : "Librairie du Grand Marché", 25, rue du Grand Marché.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons que nous sommes répertoriés sous le numéro :

ISSN 0336 464 X

## AVIS AUX LECTEURS

L'"Histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise" étant un ouvrage très volumineux, sa publication a pris du retard. Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

## PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA  
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME  
BP 1134, BXL 1  
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM  
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO  
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE  
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE  
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION  
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)  
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

## ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer l'objet du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc.).

REVOLUTION INTERNATIONALE  
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

## ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :  
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F. Abonnement de soutien : 12 numéros : 200F.  
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :  
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F. Abonnement de soutien : 4 numéros : 150F.  
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :  
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F. Abonnement de soutien : 300F.  
ABONNEMENT DIFFUSEUR :  
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :  
Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.  
Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.  
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

## BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE  
15F + 3F pour frais d'envoi  
NATION OU CLASSE  
15F + 3F pour frais d'envoi  
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE  
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.  
15F + 3F pour frais d'envoi  
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE  
15F + 3F  
LA DECADENCE DU CAPITALISME  
15F + 3F  
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION  
20F + 6F pour frais d'envoi  
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE  
30F + 12F pour frais d'envoi  
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale, 1929-1933  
13F + 5F pour frais d'envoi  
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE  
15F + 3F pour frais d'envoi  
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)  
10F + 6F pour frais d'envoi  
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (nouvelle édition remaniée et augmentée)  
30F + 3F pour frais d'envoi.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.  
Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011  
Directeur de la publication : D. Van Celst  
Numéro de Commission paritaire : 54267

ECHEC DES NEGOCIATIONS DU GATT

LA GUERRE COMMERCIALE  
DE TOUS CONTRE TOUS FAIT RAGE

La guerre économique, la guerre commerciale entre toutes les nations et en particulier entre les grandes puissances, devient et deviendra de plus en plus dévastatrice. Elle est la forme première de la guerre générale qui oppose dans tous les domaines les nations du capitalisme en décomposition. Les classes exploitées, les ouvriers, les paysans pauvres mais aussi les couches marginalisées en sont les premières victimes. Tout comme la guerre militaire, les conséquences de l'aggravation de la confrontation commerciale entre capitalistes ne font que mettre encore plus en évidence la nécessité du bouleversement révolutionnaire.

■ Les gouvernements de la CEE ne cessent de vouloir "faire vivre le rêve de l'Europe unie de 1992"; ces mêmes gouvernements, en chœur avec celui des USA, annoncent à grands renforts de médias les aides de "solidarité" qu'ils vont accorder à l'URSS pour lui permettre de faire face aux pénuries de cet hiver; l'opération militaire contre l'Irak fait elle-même l'objet d'une "solidarité" internationale qui réunit toutes les puissances, URSS comprise, pour rappeler à l'ordre celui qui "ne respecte pas le droit international"; les Etats-Unis organisent un marché commun avec leurs partenaires les plus proches, le Canada et le Mexique, et parlent de l'étendre à tout le continent américain; des pays divisés de longue date par la guerre froide se réunissent (l'Allemagne) ou rétablissent des relations (les deux Corées). Ce serait le début d'une nouvelle ère de paix et coopération économique entre les nations, débarrassées des divisions et oppositions de la guerre froide.

La réalité militaire et politique des derniers mois s'est chargée de démentir quotidiennement ces discours. L'ampleur des préparatifs militaires dans le Golfe, l'opération de la Syrie sur le Liban, l'intensification de la répression en Israël, etc., ont montré la réalité de plus en plus militariste du capitalisme en décomposition. Mais qu'en est-il sur le plan économique? Le triomphe du "capitalisme libéral" sur le système "communiste" serait, d'après les plus optimistes défenseurs de l'ordre établi, un vrai facteur d'unification et de coopération pacifique puisque, désormais, il n'y aurait plus qu'un seul mode de production pour tous. Démocratie et libéralisme économique ne pourraient que conduire à une nouvelle harmonie. Le spectaculaire échec des négociations commerciales des 107 ministres du GATT à Bruxelles est venu rappeler ce qu'il en est actuellement de "la coopération pacifique entre nations" au niveau économique et commercial.

UN COUP DE FORCE AMERICAIN

De quoi s'agit-il exactement? Le GATT - sigle anglais pour "Accord général sur les tarifs douaniers" - est une organisation fondée en octobre 1947, au lendemain de la guerre, sous l'initiative et le contrôle du chef de gang américain. Son objectif: "lutter contre toutes les entraves au libre échange mondial". Elle se veut un lieu où se rencontrent les nations, sous la houlette du chef de bloc, pour négocier les tarifs douaniers, c'est-à-dire l'ouverture des marchés nationaux aux producteurs des autres pays. Le souvenir de l'asphyxie de la production mondiale provoquée dans les années 30 par l'explosion des protectionnismes était fortement présent dans les mémoires au lendemain de la guerre. Le GATT, comme l'OCDE, le FMI ou le Comecon étaient des réponses que le capitalisme décadent tentait d'apporter à sa tendance auto-destructrice provoquée par son anarchie congénitale: le GATT est un instrument de bloc. Depuis sa fondation, il y eut 7 grandes réunions de négociations générales, 7 "rounds" englobant chaque fois un plus grand nombre de pays: 23 en 1947, 99 en 1973-1979 lors du Tokyo Round, 107 pour l'Uruguay Round commencé en 1986 et toujours en cours actuellement.

Qu'y-a-t-il de nouveau dans l'échec de la réunion de Bruxelles au début du mois de décembre 1990? Pour la première fois depuis la guerre, les Etats-Unis adoptent une

position ouvertement destinée à bloquer toute avancée autrement que par l'acceptation de leur impitoyable diktat. Alors que le marché solvable mondial pour les produits agricoles se réduit comme peau de chagrin, alors que la surproduction agricole devient une épidémie qui se traduit par des destructions massives et qui fait s'enflammer chaque jour plus la guerre entre pays exportateurs pour la conquête de ces marchés, la première puissance mondiale exige que les pays de la CEE éliminent en cinq ans toutes les subventions à l'exportation pour les produits agricoles. C'est-à-dire que les concurrents européens se désarment et se plient aux conditions de compétitivité américaines. Les pays européens ne peuvent accepter.

C'est le blocage le plus important depuis la fondation du GATT. Devant le refus des Européens d'obtempérer, les Etats-Unis annoncent qu'ils ont l'intention d'augmenter jusqu'à 200% certaines taxes sur des produits agricoles européens, tels les vins - dont, de toute façon, ils ont bloqué toute importation pendant la période de fêtes sous prétexte d'analyse de certains fongicides utilisés sur les vignes. C'est le style cow-boy, ou plutôt Al Capone, caractéristique du capital américain. C'est cela la "nouvelle coopération pacifique économique". En réalité, ce qu'il y a de nouveau, c'est l'exacerbation des tendances à la décomposition capitaliste, c'est l'accentuation des caractéristiques de cette époque où la force brutale, dans tous les domaines, devient de plus en plus la seule forme de rapport possible entre fractions du capital. Ce n'est pas une nouvelle paix économique mais une nouvelle intensification de la guerre commerciale sous la pression de la crise.

LA DECOMPOSITION CAPITALISTE,  
C'EST LA GUERRE SOUS TOUTES SES FORMES

L'attitude du capital US dans les négociations du GATT est la même que pour l'intervention dans le Golfe. L'effondrement du bloc de l'Est a rendu caduc l'empire US qui lui faisait face. Tout comme sur le plan militaire, sur le plan économique, les Etats-Unis s'imposent à leurs "alliés" traditionnels par la force. C'est par la force qu'ils entendent défendre l'"ordre mondial", leur ordre. S'ils bloquent aujourd'hui les "négociations", ce n'est pas seulement pour accroître leur pression, mais aussi parce qu'ils savent qu'au lendemain d'une intervention militaire en Irak, ils seront en bien plus forte position pour "négocier" quoi que ce soit.

C'est à une véritable guerre de plus en plus ouverte que se livrent les nations sur le plan commercial et cela dans tous les domaines (et pas seulement sur le plan agricole, évidemment). Si les Etats-Unis ont fait éclater leur bombe dans le

LA FOLIE DU CAPITALISME  
EN DECOMPOSITION

L'Australian Wools Corporation, agence gouvernementale, préconise l'abattage de 20 millions de moutons pour tenter de faire monter les cours mondiaux de ce "produit" pour lequel l'Australie occupe le premier rang mondial. Certains fermiers, plus pessimistes, considèrent que c'est un tiers du cheptel qu'il faudrait abattre, soit près de 50 millions de têtes!

La crise capitaliste développe en même temps la famine et la destruction des moyens de la combattre. C'est la conséquence aberrante d'un système qui produit pour le profit et repose sur l'exploitation salariale.

De tout temps, le capitalisme a connu des crises entraînant des destructions massives de marchandises. Mais ce phénomène, à l'heure de sa décadence avancée et de la plus dévastatrice crise économique de son histoire, atteint une amplitude et des proportions qui crient l'urgence de la révolution communiste mondiale.

domaine des subventions agricoles, ce n'est pas par hasard. Ils savent qu'ils aiguissent par là les conflits au sein de la CEE: les pays le plus industrialisés, l'Allemagne en tête, rechignent de plus en plus à payer les gigantesques subventions agricoles dont bénéficient les pays plus ruraux de la "communauté", au premier rang desquels la France. Les USA savent qu'en agissant ainsi, ils stimulent les divisions intra-européennes. Des divisions dont la récente guerre entre Volkswagen et Renault pour le contrôle de Skoda, en Tchécoslovaquie, vient de rappeler l'âpreté.

Une autre raison, bien caractéristique de cette époque de décadence avancée, a contraint les USA à porter le fer sur la question agricole: la faillite de l'Etat américain. Les USA subventionnent évidemment eux aussi leur agriculture pour la rendre plus compétitive à l'exportation. Mais, vu l'ampleur de leur déficit gouvernemental et l'urgence de le réduire, ils n'ont plus les moyens de maintenir ces subventions. Au mois d'octobre dernier, le Congrès américain a déjà voté une réduction de 25% des soutiens à l'agriculture au cours des prochaines cinq années. C'est la crise qui pousse les pays capitalistes à la guerre commerciale. Derrière les discours sur la "pacifique nouvelle coopération économique" s'intensifie en fait une guerre impitoyable sur le plan économique et commercial. La crise mondiale - sa présente accélération, le rétrécissement du marché mondial qui l'accompagne - oblige les tigres capitalistes à s'entre-dévoré sans merci pour les dernières rations subsistantes.

LES CONSEQUENCES  
POUR LES CLASSES EXPLOITEES

Pour la classe capitaliste, la consommation des travailleurs n'est pas un but mais une dépense, des frais de production. Le but du capital, c'est sa propre accumulation, son propre développement par le profit. Si le marché où il réalise ce profit par la vente vient à être insuffisant, s'il ne parvient plus à vendre avec profit, il n'a d'autre issue pour tenter de survivre dans la concurrence capitaliste que de "réduire ses frais": c'est ce que les capitalistes appellent "rester compétitifs". Réduire les "frais de main-d'oeuvre", c'est comprimer les salaires, c'est extorquer plus de travail dans le même temps en intensifiant l'exploitation, c'est rabaisser tous les frais collectifs d'entretien des exploités (éducation, santé, transports, etc.), c'est enfin licencier la "main-d'oeuvre excédentaire".

Mais ce n'est pas seulement pour les ouvriers que l'exacerbation de la concurrence capitaliste a des conséquences désastreuses. Pour les couches non exploiteuses de la petite bourgeoisie, petits paysans et artisans, par définition moins compétitifs que les grandes exploitations et usines capitalistes, cela se traduit par leur éjection violente du marché et donc de l'économie. C'est la condamnation à mort. Des mesures comme la réduction des subventions agricoles se traduiront automatiquement par la mise en faillite de millions d'agriculteurs européens.

Pour la classe ouvrière, comme pour les couches non exploiteuses, l'"échec" des négociations du GATT, l'exacerbation des tensions commerciales qu'elle traduit, c'est l'annonce de nouvelles et dévastatrices dégradations de leurs conditions d'existence.

Que ce soit sur les champs de bataille militaires ou sur ceux du marché mondial, les capitalistes ne se font la guerre qu'aux dépens des classes qu'ils exploitent. Que ce soit comme chair à canon, que ce soit comme chômeurs des entreprises fermées pour cause de "manque de compétitivité", les exploités sont toujours les premières victimes des déchirements militaires ou économiques impérialistes. Tout comme pour les ouvriers et paysans du "tiers monde", tout comme pour ceux de l'ancien bloc de l'Est, la peste du capital en faillite, rongé de l'intérieur par mille luttes intestines, s'appête à frapper de plein fouet le niveau de vie des travailleurs des pays les plus industrialisés d'Occident.

RV

Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciencieuse par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.